

**ANALYSE PROSPECTIVE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE NOUVELLE
STRUCTURE DE GESTION DE L'EAU AU QUÉBÉC : LES COMITÉS LOCAUX DE
BASSIN VERSANT**

Par

Michel Bélanger

Essai présenté au Centre Universitaire de Formation en Environnement en vue de l'obtention
du grade de maître en environnement (M.Env.)

CENTRE UNIVERSITAIRE DE FORMATION EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Sherbrooke, Québec, Canada, avril 2007

IDENTIFICATION SIGNALÉTIQUE

ANALYSE PROSPECTIVE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE NOUVELLE STRUCTURE DE GESTION DE L'EAU AU QUÉBÉC : LES COMITÉS LOCAUX DE BASSIN VERSANT

Michel Bélanger

Essai effectué en vue de l'obtention du grade de maître en environnement (M.Env.)

Université de Sherbrooke

avril 2007

Mots clés : gestion intégrée de l'eau, bassin versant, comité local de bassin versant, CLBVB, comité de sous-bassin versant, commission locale de l'eau, comités de rivière.

La gestion intégrée de l'eau par bassin versant est encore relativement récente au Québec. Cinq ans après sa mise en place, certains problèmes, notamment la présence d'une disparité entre les territoires des 33 bassins versants prioritaires, suggèrent une nouvelle division des territoires couverts par les grands bassins versants. Une telle division permettrait l'émergence de nouvelles structures de gestion locale, ici proposées sous le nom de comités locaux de bassin versant (CLBV). Ces dernières structures pourraient s'inspirer de modèles de structures de gestion locale de l'eau mis de l'avant par la France (commissions locales de l'eau et comités de rivière) et le COGEBY (comités de sous-bassin versant) pour définir ses modes de fonctionnement. Placés sous la tutelle de l'organisme de bassin versant, les comités locaux de bassin versant sont des organismes de concertation locaux, dont les actions seront financés par le milieu régional et les redevances de l'eau, permettant une planification intégrée de l'eau à une échelle de 200 à 2000 km² sur le territoire. Leur présence permet une gestion beaucoup plus près des citoyens, tout en demeurant cohérente avec le plan directeur de l'eau produit par l'organisme de bassin versant.

SOMMAIRE

Depuis la mise en œuvre de la *Politique nationale de l'eau* en 2002 par le gouvernement du Québec, la gestion intégrée de l'eau par bassin versant est venue remplacer le mode de gestion sectoriel auparavant utilisé. Ce nouveau mode de gestion possède comme principal outil, sur le terrain, les 33 organismes de bassins versants (OBV), lesquels couvrent les territoires des 33 bassins versants prioritaires délimités par le gouvernement. La mise en place des 33 bassins versants en question et des OBV leur étant attitrés serait en fait la première étape de l'établissement progressif du nouveau type de gestion à implanter sur le territoire de la province par le gouvernement. Alors que cette étape a maintenant été franchie, certaines difficultés, sans mettre en cause la pertinence de la gestion intégrée par bassin versant, viennent cependant remettre en question les choix faits lors de la répartition des 33 bassins versants prioritaires. Ainsi, la disparité présente entre les bassins versants, en particulier au niveau de la superficie des territoires couverts et du nombre de municipalités, de MRC et de cours d'eau à gérer sur ces mêmes territoires, amène une problématique de gestion, notamment en ce qui a trait à l'utilisation d'un mode de financement équitable.

Cette prise de conscience permet de croire qu'une direction logique que pourrait prendre la dite progression de la mise en place du nouveau mode de gestion de l'eau se situe au niveau d'une nouvelle division du territoire en rapport aux grands bassins versants. Des modèles ont déjà été élaborés et sont présentement sous investigation au Ministère de l'Environnement. Ces derniers pourraient notamment permettre d'inclure la quasi-totalité (voire même peut-être la totalité) du territoire de la province en plus de permettre de reconsidérer la pertinence d'organismes de bassin versant de petite taille (moins de 1000 km²) et d'amenuiser les différences importantes au niveau des superficies couvertes. Une telle division du territoire sous-entend la généralisation d'un des problèmes majeurs vécus par les OBV couvrant des territoires de plus grandes tailles : rejoindre efficacement les acteurs des problématiques locales sur leur bassin versant et s'assurer de la pertinence des actions posées à petite échelles par ces acteurs. Pour cette raison, il apparaît primordial d'introduire une nouvelle structure de gestion locale, centrée sur l'action. Cette dernière pourrait prendre l'appellation de comité local de bassin versant (CLBV).

Afin de bien définir les CLBV, il est utile de regarder d'autres expériences semblables en matière de gestion locale de l'eau. Ainsi, le système de gestion de l'eau appliqué en France et

la vision de gestion du Conseil de gestion du bassin versant de la rivière Yamaska (COGEBY) amènent en particulier des modèles intéressants de ce type de gestion. Dans le cas de la France, les commissions locales de l'eau (CLE) et les comités de rivière sont les éléments clés à analyser. Pour le COGEBY, ce sont plutôt vers les comités de sous-bassin versant qu'il faut se pencher. L'analyse de ces structures de gestion peut se faire à travers différents thèmes pouvant être par la suite repris pour définir les CLB. Ces thèmes sont les suivants : la relation avec la structure de gestion par bassin versant, le rôle et mandat principal, la superficie du territoire couvert, le périmètre d'action, l'outil de planification principal, la maîtrise d'ouvrage, le lien avec les organismes locaux déjà établis, le type de représentativité au sein du comité et le mode de financement visé.

La définition retenue pour les CLB est grandement influencée par les deux modèles de gestion observés. Placés sous la tutelle de l'organisme de bassin versant, les comités locaux de bassin versant sont des organismes de concertation locaux, financés par le milieu et les redevances de l'eau, permettant une planification intégrée de l'eau à une échelle de 200 à 2000 km² sur le territoire. Leur présence permet une gestion beaucoup plus près des citoyens, tout en demeurant cohérente avec le plan directeur de l'eau produit par l'organisme de bassin versant.

Des démarches engagées par le Comité de gestion du bassin versant de la rivière Saint-François (COGESAF) permettent de se pencher sur la pertinence des CLB sur ce type de territoire. L'étude de cas en question révèle qu'il est en fait réaliste et même avantageux pour un tel organisme d'intégrer la structure des CLB dans leur mode de gestion local.

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier mon directeur M. Jean-Paul Raïche qui a bien voulu m'aider dans la rédaction de mon essai. Je tiens également à remercier Mme Stéphanie Martel et Mme Catherine Frizzle du COGESAF, ainsi que Mme Martine Ruel du COGEBY pour leur disponibilité et leur précieuse collaboration.

Je souhaite également souligner l'importance du Centre universitaire de formation en environnement qui, tant à travers l'équipe de professionnels que de professeurs, a su me donner la motivation et le goût d'œuvrer dans le milieu passionnant de la gestion de l'eau et sans qui la rédaction de cet essai n'aurait pu être possible.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1 MISE EN CONTEXTE : LE POINT SUR LES ORGANISMES DE BASSINS VERSANTS AU QUÉBEC (OBV).....	4
1.1 Contexte de mise en œuvre des organismes de bassins versants	4
1.2 Mission et mandats des organismes de bassins versants.....	7
1.3 Démarche des organismes de bassins versants de leur formation à la mise en application du Plan directeur de l'eau	7
1.4 État d'avancement des organismes de bassins versants face à leurs mandats	10
1.5 Problématiques actuelles de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec.....	11
1.6 Division territoriale des bassins versants prioritaires et variabilité observée entre ces différents bassins versants.....	13
2 PROBLÉMATIQUE : LA NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELLE STRUCTURE.....	18
2.1 Nouvelle division du territoire pour les organismes de bassins versants et nécessité de structures de gestion adéquates	19
2.2 Nouvelle structure de gestion locale de l'eau.....	21
3 ÉTABLIR UNE NOUVELLE STRUCTURE DANS LA GESTION DE L'EAU AU QUÉBEC : LES COMITÉS LOCAUX DE BASSIN VERSANT.....	22
3.1 Notions du système de gestion de l'eau en France.....	22
3.1.1 Lois et directives : des balises pour l'approche en gestion de l'eau.....	23
3.1.1.1 La Loi sur l'eau de 1964 et les 6 bassins hydrographiques.....	24
3.1.1.2 La Loi sur l'eau de 1992	25
3.1.1.3 La directive cadre européenne de 2000 et la Loi sur l'eau de 2006.....	27
3.1.2 La politique de l'eau en France : les principes.....	29
3.1.3 Structures de gestion sur le territoire : la planification du niveau national au niveau du cours d'eau ou d'une nappe phréatique	30
3.1.3.1 Au niveau nationale : l'État et le Comité national de l'eau.....	30
3.1.3.2 Au niveau des 6 bassins hydrographiques : les agences de l'eau et les comités de bassins.....	31
3.1.3.3 Au niveau des bassins et sous-bassins : les commissions territoriales, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) et les commissions locales de l'eau (CLE).....	32

3.1.3.4	Au niveau d'un cours d'eau ou d'une nappe phréatique : les comités de rivières.....	34
3.1.4	Éléments à retenir du système français en lien avec les comités locaux de bassin versant	35
3.2	L'expérience des comités de sous-bassins : le cas du COGEBY	36
3.2.1	La délimitation du territoire des sous-bassins	38
3.2.2	Les comités de sous-bassin versant principal.....	40
3.2.3	Les comités de sous-bassin versant	40
3.2.4	Les comités de projet.....	43
3.2.5	Éléments à retenir de l'expérience des comités de sous-bassins du COGEBY en lien avec les comités locaux de bassin versant.....	44
3.3	Structures de gestion proposées par le modèle français et le COGEBY : une comparaison s'impose	46
3.4	Définir les comités locaux de bassin versant	50
3.4.1	Déterminer les relations entre les organismes de bassin versant et les comités locaux de bassin versant.....	50
3.4.2	Établir le rôle et les mandats des comités locaux de bassin versant.....	51
3.4.3	Prévoir la superficie du territoire couvert	52
3.4.4	Délimiter le périmètre d'action des comités locaux de bassin versant.....	53
3.4.5	Choisir un outil de planification principal.....	53
3.4.6	Identifier à qui revient la maîtrise d'ouvrage	54
3.4.7	Spécifier le lien entre les organismes de bassins, les comités locaux de bassin versant et les organismes/associations déjà présents.....	54
3.4.8	Déterminer le type de représentativité au sein des comités	54
3.4.9	Choisir un mode de financement.....	55
3.5	Comparaison des comités locaux de bassin versant aux deux autres modèles précédents.....	56
4	MISE SUR PIED DES COMITÉS LOCAUX DE BASSIN VERSANT : ÉTUDE DU CAS DU TERRITOIRE DU COGESAF.....	60
4.1	Situation actuelle du COGESAF	60
4.2	Établissement des structures locales de gestion : état de la situation.....	64
4.2.1	Rôles des comités locaux et rôles de l'OBV par rapport aux comités locaux ...	65
4.2.2	Répartition des comités locaux sur le territoire.....	66
4.2.3	Établissement du périmètre des bassins versants	68

4.2.3.1 Exemple du lac Saint-François.....	68
4.2.3.2 Exemple de la rivière Magog	70
4.3 Gestion des bassins versants délimités par le COGESAF : les possibilités offertes par les CLBV.....	72
CONCLUSION.....	73
RÉFÉRENCES.....	76
ANNEXE 1 MRC (2001) COMPRISES EN TOTALITÉ OU EN PARTIE DANS UN BASSIN VERSANT PRIORITAIRE	83
ANNEXE 2 LISTE DES ACTEURS PRÉSENTS SUR LE TERRITOIRE DU BASSIN VERSANT DU LAC SAINT-FRANÇOIS.....	88

LISTE DES FIGURES

	page
Figure 1.0	Schéma du cycle de gestion intégrée de l'eau par bassin versant 9
Figure 1.1	Cycle de gestion intégrée de l'eau par bassin versant montrant les actions devant précéder l'élaboration d'un plan directeur de l'eau et les étapes du processus nécessitant une consultation publique 10
Figure 1.2	Carte des 33 bassins versants prioritaires..... 13
Figure 1.3	Régions hydrographiques du Québec..... 17
Figure 1.4	Répartition territoriale actuelle des 33 bassins prioritaires 17
Figure 2.0	Exemple de nouvelle division du territoire pour bassins versants 20
Figure 3.0	Carte des 6 bassins hydrographiques en France..... 25
Figure 3.1	Carte du bassin hydrographique de la rivière Yamaska..... 37
Figure 3.2	Carte des sous-bassins principaux du bassin versant de la rivière Yamaska selon le MENV..... 39
Figure 3.3	Cycle de gestion des comités de sous-bassin versant selon le COGEBY 42
Figure 3.4	Structures de gestion proposées par le COGEBY 45
Figure 3.5	Liens dans les outils des structures de gestion proposées par le COGEBY 45
Figure 4.0	Localisation du bassin versant de la rivière Saint-François parmi les 33 bassins versants prioritaires..... 61
Figure 4.1	Principales composantes hydrographiques du bassin versant de la rivière Saint-François..... 63
Figure 4.2	Carte représentant un exemple de la répartition des comités locaux présents sur le territoire du COGESAF 67
Figure 4.3	Carte représentant un exemple de définition du périmètre des comités locaux pour le bassin versant d'un lac présent sur le territoire du COGESAF (Grand Lac Saint-François) 69
Figure 4.4	Carte représentant un exemple de définition du périmètre des comités locaux pour le bassin versant d'une rivière présente sur le territoire du COGESAF (Rivière Magog) 71

LISTE DES TABLEAUX

	page
Tableau 1.0 État d'avancement des OBV en date du 31 mars 2005	11
Tableau 1.1 Données sur les 33 bassins prioritaires	14
Tableau 3.0 Données (1990) sur la variabilité observée entre les six grands bassins hydrographiques	26
Tableau 3.1 Comparaison de structures principales de gestion locales se rapportant aux CLBV	47
Tableau 3.2 Comparaison de structures principales de gestion locales présentées.....	57

LISTE DES ACRONYMES, SIGLES ET SYMBOLES UTILISÉS

CEHQ	Centre d'expertise hydrique du Québec
CLBV	Comité local de bassin versant
CLE	Commission locale de l'eau
COGESAF	Comité de gestion par bassin versant de la rivière Saint-François
COGEBY	Comité de gestion par bassin versant de la rivière Yamaska
CRCC	Comités régionaux concertation cyanobactéries
EPBT	Établissement public territorial de bassin
MENV	Ministère de l'environnement
MRC	Municipalité régionale de comté
OBNL	Organisme à but non lucratif
OBV	Organisme de bassins versants
PDE	Plan directeur de l'eau
PGE	Plan de gestion des étiages
ROBVQ	Regroupement des organismes de bassins versants du Québec
SDAGE	Schéma départemental d'aménagement et de gestion de l'eau
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

INTRODUCTION

Quoique la gestion intégrée de l'eau par bassin versant soit une approche qui fait de plus en plus l'unanimité dans le monde industrialisé, le Québec en est toujours au stade de l'expérimentation terrain des structures mises en place par son gouvernement. En effet, il est utile de rappeler que la *Politique nationale de l'eau*, ayant placé au cœur de son élaboration la gestion intégrée de l'eau par bassin versant, a vu le jour en 2002 et qu'elle est donc en opération depuis moins de cinq ans. Depuis la création des 33 organismes de bassins versants prioritaires (OBV), la démarche a engendré son lot de réussites, mais a également pu mettre en évidence quelques problématiques. De ces dernières, il faut souligner les difficultés liées à la grande variation observée entre les différents bassins versants prioritaires. Inévitablement, une inégalité au niveau de la superficie du territoire délimité, de la population et du nombre de municipalités et de MRC présentes sur ce même territoire ainsi que du nombre et de l'étendue des cours d'eau de différents niveaux amènent de réels problèmes de gestion globale des structures en place. Et qu'en est-il du territoire québécois non inclus dans ces 33 bassins versants ? L'établissement progressif de la gestion intégrée de l'eau au Québec serait-elle rendue à une nouvelle étape dans cette dite progression ? Loin de discréditer le projet rassembleur de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant, les difficultés présentement vécues doivent servir de moteur pour une amélioration continue du processus passant par la créativité, l'ingéniosité, l'ouverture face à la nouveauté, l'initiative et l'intégration de tous les acteurs concernés ainsi que la bonne entente entre ceux-ci.

Dans le lot des différents ajustements nécessaires pour une meilleure performance des structures présentes, une proposition viendrait particulièrement transformer le fonctionnement actuel du système mis en place : une redéfinition des territoires couverts par les OBV. Cette nouvelle division, suggérée par le conseil d'administration du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec (ROBVQ) lors de journées d'études en 2005 permettrait de généraliser la gestion de l'eau par bassin versant sur la quasi totalité du territoire de la province, en plus de permettre des superficies couvertes par OBV beaucoup plus égales.

L'arrivée d'une telle modification permettrait non seulement de faciliter la gestion globale de l'eau sur le territoire québécois, mais laisserait de plus la place à l'introduction d'une nouvelle structure de gestion. Celle-ci rendrait possible la considération d'actions à un niveau plus

local que pourraient le faire les OBV. Ce nouvel échelon de la gestion de l'eau au Québec, présenté ici sous le nom de comités locaux de bassin versant (CLBV), pourrait répondre à plusieurs vides laissés ET par le modèle actuel ET par un éventuel modèle de gestion intégrée de l'eau par bassin versant avec redéfinition des territoires couverts par les OBV. Les CLBV font l'objet principal du présent document.

Afin de pouvoir définir avec justesse le concept des CLBV, il apparaît logique d'élaborer d'abord le raisonnement menant à la nécessité de leur création. Ainsi, les deux premières parties du texte expliciteront les enjeux et problématiques mis en cause.

La première partie consistera en une mise en contexte au niveau des organismes de bassins versants (OBV) au Québec. Un rappel du contexte de mise en œuvre de ces organismes, de leur mission et de leurs mandats sera exposé. Un regard sur l'état d'avancement des OBV face à leurs mandats de travail servira ensuite de levier pour une discussion sur les difficultés vécues dans le système de gestion intégrée de l'eau par bassin versant depuis sa mise sur pied. Source probable de difficultés majeures vécues présentement, la variabilité présente entre les différents bassins versants prioritaires et les problèmes de gestion amenés par cette situation seront finalement étudiés.

Venant faire écho à la première partie, la deuxième partie définira de manière précise la problématique du travail. Cette dernière se divisera en deux parties : (1) la possibilité de faire une nouvelle division des bassins versants de façon à obtenir des territoires de dimension similaire et couvrant la quasi totalité de la superficie de la province et (2) la nécessité d'un nouvel outil de gestion de l'eau au Québec, advenant ou non cette nouvelle division. L'avenue des CLBV sera exposée.

La troisième partie du texte viendra toucher le cœur de travail, soit la définition des CLBV en tant que nouvel outil de gestion. Préalablement à l'entrée en détail sur le sujet, une brève étude de différentes voies connexes à ce type de démarche sera effectuée. Ainsi, quelques notions du système de gestion de l'eau en France seront explorées, tout comme l'expérience des comités de sous-bassins du Conseil de bassin versant de la rivière Yamaska (COGEBY). Ces derniers modèles, lointains et près du Québec, pourront servir de catalyseur afin d'inspirer la forme prise par les CLBV. Une définition complète des CLBV, incluant relations entre les OBV et les CLBV, rôle et mandat principal, superficie du territoire

couvert, périmètre d'action, outil de planification principal, maîtrise d'ouvrage, liens avec organismes locaux déjà établis, représentativité au sein du comité, et mode de financement pourra ensuite être développée.

Venant préciser les définitions exposées dans la troisième partie de manière plus concrète, la quatrième partie du texte concernera une étude de cas au niveau de l'implantation possible de CLBVS sur le territoire du Comité de gestion du bassin versant de la rivière Saint-François (COGESAF). Cette partie sera composée d'une description du territoire couvert par l'OBV et de l'état d'avancement de ce dernier face à ses mandats, puis d'une étude de la réflexion du COGESAF sur les rôles des comités locaux, de la distribution possible des comités locaux sur le territoire ainsi que de l'analyse de deux exemples de définition de périmètre de bassins versants. La pertinence d'établir des CLBVS comme outil de gestion sur les territoires délimités sera enfin investiguée.

La conclusion pourra finalement reprendre les grandes lignes de chaque partie du développement en plus de faire une ouverture sur le sujet.

1 MISE EN CONTEXTE : LE POINT SUR LES ORGANISMES DE BASSINS VERSANTS AU QUÉBEC (OBV)

Les organismes de bassins versants (OBV), mis en place par la *Politique nationale de l'eau* du Québec en 2002, sont les nouveaux outils par lesquels passe la gestion de l'eau au Québec. À la lumière des plus récentes informations sur le sujet, il importe de dresser un bilan de la situation actuelle au niveau de ces OBV. Pour ce faire, le contexte de mise en œuvre des OBV est ici exposé en guise d'introduction à cette section. Quoique des explications concernant les modes de fonctionnement de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec seront données dans cette dernière section, le but visé ici n'est pas de fournir une description exhaustive de ces mécanismes. Il s'agit plutôt de mettre en perspective certains principes mis en cause lorsque le gouvernement décida d'implanter cette nouvelle forme de gestion, les éléments motivant les décisions se rapportant à la forme des structures de gestion à mettre en place et les objectifs attribués pour celles-ci. Suite à cette partie, l'état d'avancement des OBV face à leurs mandats sera investigué. Les constats effectués mèneront à l'exploration des problématiques vécues dans le système actuel. Élément important dans l'analyse de ces difficultés, la variabilité observée entre les différents bassins sera le dernier sujet abordé dans cette section.

1.1 Contexte de mise en œuvre de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant

Le 26 novembre 2002, la *Politique nationale de l'eau* annonçait la mise en place progressive de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant par le gouvernement québécois (Auger, 2004). Alors que le concept de gestion intégrée de l'eau par bassin versant invoquait des structures nouvelles pour plusieurs dans le paysage de la gestion des ressources naturelles au Québec, son apparition dans les sociétés modernes daterait pourtant des années 30 (Gangbazo, 2006). Son développement plus général et son adoption par plusieurs pays industrialisés et pays en développement (notamment la France, l'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, les États-Unis et l'Afrique du Sud) sont cependant plutôt récents. En effet, les réels moteurs de la mise en place de ce type de gestion à une plus grande échelle furent des événements internationaux majeurs, notamment la *Conférence internationale sur l'eau et l'environnement* tenue à Dublin en 1992, la *Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre)* tenue à Rio de Janeiro en 1992 et, plus récemment, le *3e Forum mondial de l'eau* tenu à Kyoto en 2003 (Gangbazo, 2006). Tel que décrit dans la

Politique nationale de l'eau, c'est « dans [cette] foulée des initiatives de réformes de la gouvernance de l'eau à travers le monde », que la gestion intégrée de la ressource « eau » devient un enjeu majeur de cette même politique (MENV, 2002a).

En plus du contexte mondial favorisant l'adoption par le Québec de la structure de gestion intégrée de l'eau par bassin versant, cet outil venait également répondre aux déficiences du système de gestion de l'eau en place à l'époque. Ainsi la Politique présente en ces mots la situation prévalant alors dans ce milieu :

« Comme société, nous gérons trop souvent l'eau et ses usages sur une base sectorielle, qui varie au gré des compétences s'exerçant sur le territoire. Au Québec, plusieurs instances, dont les gouvernements fédéral et québécois, sont actives dans la gestion qualitative et quantitative des eaux. Cette situation est le résultat, dans un contexte de relative abondance, d'une gestion partagée des nombreux usages de l'eau. Pas moins de huit ministères fédéraux gèrent certains aspects liés à l'eau, tandis qu'au moins huit ministères québécois ou sociétés d'État sont également impliqués. À cela s'ajoutent les 1 106 municipalités locales, les 87 municipalités régionales de comté (MRC) et les deux communautés métropolitaines qui assument également des responsabilités en matière d'eau. Cette coexistence d'une multitude de centres de décision peut conduire à des désaccords quant aux objectifs à poursuivre et aux usages à privilégier. Même lorsque les différents acteurs concernés se concertent, les conflits d'usage sur un même cours d'eau, lac ou nappe d'eau peuvent atteindre un degré de complexité tel qu'ils requièrent un arbitrage. Pour mieux coordonner les diverses actions, non seulement entre elles, mais en vue d'une véritable gestion intégrée de l'eau, une approche globale s'impose. » (Politique nationale de l'eau, MENV, 2002a)

Le Regroupement des organisations de bassin versant du Québec (ROBVQ) se fait plus incisif et établit d'autres faiblesses justifiant l'établissement du nouveau système :

- La gestion sectorielle de l'eau s'est avérée inefficace pour préserver la qualité et la quantité des ressources en eau puisque plusieurs cours d'eau connaissent maintenant d'importants problèmes de pollution ou de conflits d'usage.
- Les limites administratives ne constituent pas le territoire approprié pour gérer l'eau puisqu'elles ne tiennent pas compte de l'ensemble du territoire naturel d'écoulement des eaux.
- La prise de décision sans concertation entre les acteurs peut entraîner des conflits quant aux objectifs à atteindre et aux actions à privilégier.

- Actuellement, les intervenants agissent dans leur champ de compétences, sans tenir compte des besoins et des impacts des autres acteurs de l'eau.
- Le mode actuel de gestion de l'eau entraîne un gaspillage d'argent puisque des efforts mis en aval peuvent être inhibés par des gestes posés en amont.
- Les problématiques actuelles en matière d'eau (pollution diffuse, gestion des débits, accès à l'eau, etc.) nécessitent une vision d'ensemble. (ROBVQ, 2005)

M. Auger (2004), dans le *Cadre de référence pour les organismes de bassins versants prioritaires*, résume la situation en stipulant que « le temps et l'expérience ont démontré qu'une gestion sectorielle et fragmentée des divers usages de l'eau au Québec avait atteint ses limites ».

En décidant de mettre en œuvre la gestion intégrée de l'eau par bassin versant, le gouvernement devait du même coup décider de la forme qu'allait prendre ce nouveau type de gestion sur le terrain. La solution retenue fut une mise en place progressive, s'attardant en premier lieu à 33 bassins versants prioritaires définis selon différents critères : ces bassins se rapportent à 33 cours d'eau d'importance situés principalement dans la plaine du Saint-Laurent, « là où les problématiques d'assainissement industriel, agricole et municipal apparaissent les plus criantes et où des conflits d'usage sont présents (MENV, 2002a) ». De plus, la présence d'un organisme de bassin établi de manière volontaire et le degré d'engagement des acteurs locaux et régionaux étaient d'autres critères retenus pour la délimitation des 33 bassins versants prioritaires (MENV, 2002a). Comme il sera vu plus loin, des critères traitant de l'homogénéisation des territoires permettant notamment de faciliter la gestion et la distribution équitable de l'argent à travers les organismes de bassins versants ne semblent pas avoir été retenus lors de cet exercice mené par le gouvernement.

Au cœur de chacun des 33 bassins versants prioritaires, le gouvernement optait pour la mise en place des organismes de bassins versants (OBV). Véritable pierre angulaire de la mise en pratique de la nouvelle gestion à établir, les OBV sont d'abord et avant tout des tables de concertation. Pour cette raison, les OBV ne représentent pas une structure venant se substituer aux acteurs déjà en place sur le territoire (que ce soit les ministères, les municipalités, les usagers ou les divers groupes de protection), mais bien un outil offert à ces derniers pour « mettre en place une démarche permettant de coordonner efficacement les actions de chacun visant la protection, la restauration ou la mise en valeur de l'eau de façon à réduire les

chevauchements, de maximiser les retombées positives, de tenir compte des impacts cumulatifs de chaque geste et de gérer les conflits d'usage potentiels ou existants (Auger, 2004). »

1.2 Mission et mandats des organismes de bassins versants

De concert à leur rôle central de concertation, les OBV se sont vu octroyer la mission d'organiser la gestion intégrée de l'eau à l'échelle de leur bassin versant en se basant sur la mobilisation locale et régionale de tous les acteurs de l'eau, sur la coordination de l'ensemble des actions qui peuvent avoir un impact sur l'eau et les écosystèmes associés ainsi que sur la participation de la population (Auger, 2004). Afin de pouvoir remplir cette mission, les mandats suivants ont été attribués aux OBV :

- élaborer le Plan directeur de l'eau (PDE) en informant et en faisant participer la population;
- faire signer des contrats de bassin par les acteurs de l'eau concernés;
- suivre la mise en oeuvre des contrats de bassin;
- mettre à jour le PDE;
- informer de manière continue les acteurs de l'eau et la population du bassin versant;
- participer à la réalisation du plan de gestion intégrée du Saint-Laurent. Le but de ce dernier mandat est d'assurer un arrimage entre la gestion intégrée de l'eau par bassin versant et la gestion intégrée du Saint-Laurent (Auger, 2004).

Afin de pouvoir jeter un regard sur l'état d'avancement des OBV face à leurs mandats, il convient d'exposer les éléments repères de la démarche des OBV jusqu'au dépôt d'un premier PDE et sa mise en application.

1.3 Démarche des organismes de bassins versants de leur formation à la mise en application du Plan directeur de l'eau

Plusieurs étapes précèdent la remise de la première édition des PDE au gouvernement à des fins d'évaluation par la Table interministérielle (13 ministères), tel que prévu dans la

Politique nationale de l'eau et le cadre de référence pour la mise en oeuvre de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant (Gangbazo, 2006).

En premier lieu, la formation comme telle de l'OBV est un préalable à toute action subséquente. Le *Guide pour la mise en place d'un organisme de bassin au Québec*, publié par le ROBVQ (2004), précise les différentes étapes administratives nécessaires à la mise en place d'un OBV. Ces étapes, qui sont au nombre de 10 dans ce document et qui ne seront pas détaillées ici, mènent ultimement au début des activités courantes de l'organisation. L'étape de la formation de l'OBV peut être complétée de deux autres éléments directement liés à celle-ci : l'élaboration d'un programme de sensibilisation initial et la formation du comité technique. L'élaboration d'un programme de sensibilisation initial est nécessaire pour que l'OBV puisse remplir un de ses rôles importants : la diffusion de l'information au public. Cette information prend diverses formes, notamment au niveau de la nature du projet en préparation ainsi que des problèmes reliés à l'eau et aux écosystèmes associés puis, dans le déroulement du projet, au niveau des actions prévues, des engagements pris par les différents partenaires, la façon dont l'atteinte des objectifs sera évaluée et diffusée et, finalement, au niveau des résultats obtenus (Gangbazo, 2004). L'étape de la formation du comité technique réfère en particulier à la mise sur pied d'une équipe multidisciplinaire, placée sous l'autorité de l'OBV, pour réaliser les étapes 1 à 4 du « cycle de gestion » qui sera exposé plus loin.

En second lieu, l'OBV nouvellement formé doit procéder à la collecte de données et d'informations pertinentes concernant le bassin versant (Gangbazo, 2004). Cette étape, qui peut s'avérer criblée de difficultés dû à l'état des connaissances très limité sur certains territoires, est toutefois absolument nécessaire pour s'attaquer à la rédaction du PDE.

Après cette seconde étape, l'OBV peut réellement débiter l'élaboration du PDE. Les actions à réaliser à partir de ce stade sont souvent schématisées par le « cycle de gestion » tel qu'exposé à la figure 1.0. Les quatre premières étapes du cycle sont consacrées à la production du PDE en tant que tel : (1) l'analyse du bassin versant (portrait/diagnostic), (2) la détermination des enjeux et des orientations, (3) la détermination des objectifs et le choix des indicateurs et (4) l'élaboration d'un plan d'action. Les cinquième et sixième étapes, nécessitant tout d'abord l'intervention des contrats de bassin, assurent (5) la mise en œuvre du plan d'action et (6) le suivi et l'évaluation du plan d'action, permettant ainsi de fermer la boucle et de pouvoir recommencer un autre « cycle de gestion ».



Figure 1.0 Schéma du cycle de gestion intégrée de l'eau par bassin versant. Source : Gangbazo (2004)

Il est donc possible de résumer la démarche des OBV en huit étapes principales présentées de façon schématique à la figure 1.1. Cette dernière figure souligne les étapes nécessitant l'implication des acteurs de l'eau et du public. Les acteurs de l'eau sont des personnes, des groupes ou des institutions qui sont intéressés au projet ou qui peuvent en influencer les résultats (Gangbazo, 2004). L'identification efficace de ces acteurs (réalisée durant la première des huit étapes décrites dans le schéma) et l'implication réussie de ces derniers dans certaines étapes clés sont un atout majeur pour la réussite des mandats des OBV.

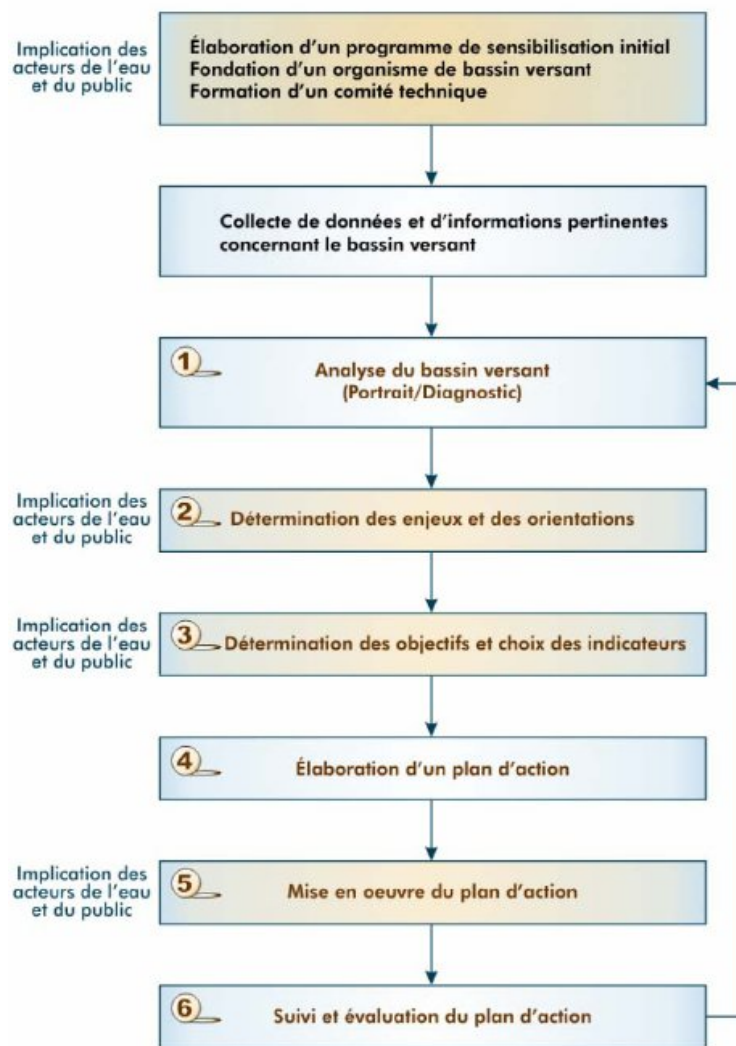


Figure 1.1 Cycle de gestion intégrée de l'eau par bassin versant montrant les actions devant précéder l'élaboration d'un plan directeur de l'eau et les étapes du processus nécessitant une consultation publique. Source : Gangbazo (2004)

1.4 État d'avancement des organismes de bassins versants face à leurs mandats

L'état d'avancement des OBV en date de 2007 demeure difficile à évaluer. En effet le Ministère de l'Environnement n'a fait aucun véritable bilan de l'implantation de la gestion de l'eau par bassin versant et n'a produit aucune vision d'avenir (Raîche, 2006). De plus, le ROBVQ possède des données uniquement fragmentaires en ce qui a trait aux différentes étapes du cycle de gestion franchies par les OBV. Il est cependant possible d'affirmer que, depuis 2005, chacun des 33 bassins versants prioritaires possède un OBV actif (Gentes,

2006). Alors qu'en date du 31 mars 2005 quatre OBV avaient remis leur PDE (rivières Chaudière, Etchemin, Saint-Maurice et Fouquette) et qu'ils étaient alors en cours de révision (voir la tableau 1.0), les dernières données du ROBVQ semblent indiquer que ce nombre a augmenté, celles-ci demeurant toutefois trop partielles à ce stade pour donner des chiffres exactes (Gentes, 2006 ; ROBVQ, 2007). Les étapes franchies par les OBV depuis leur création en rapport avec le cycle de gestion présenté plus haut demeurent également peu documentées, notamment à cause du fait que ces mêmes étapes sont souvent effectuées simultanément et sans ordre défini (certains OBV enclenchent le processus des contrats de bassins alors que le premier PDE n'a pas encore été déposé par exemple) (Luyet *et al.*, 2005).

Tableau 1.0 État d'avancement des OBV en date du 31 mars 2005. (adapté de Gentes, 2006)

Indicateurs (au 31 mars 2005)	Valeur
• Nombre d'organismes de bassin versant reconnus par le MENV sur les 33 bassins prioritaires	33/33
• Nombre de PDE déposés en révision	4/33
• Nombre de plans directeurs de l'eau approuvés par le MENV sur les 33 bassins prioritaires	0/33
• Nombre d'organismes de bassin versant soutenus financièrement par le gouvernement sur les 33 bassins prioritaires	33/33
• Nombre de documents de sensibilisation et d'éducation diffusés par le gouvernement	5

1.5 Problématiques actuelles de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec

Plusieurs problématiques concernant la gestion intégrée de l'eau par bassin versant telle que le Québec la pratique présentement peuvent être soulevées. En effet, bien qu'un bilan clair de l'état d'avancement des OBV soit présentement inexistant, différents éléments peuvent être ciblés. Les suivants sont tirés d'une présentation de Jean-Paul Raïche, président du COGESAF, et de Marie-Claude Leclerc, directrice générale du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec, à l'ACFAS (Raïche, Leclerc 2006), dont certains éléments ont été repris par Marie-Claude Leclerc, lors d'une présentation au II^{ème} Séminaire international de la gestion sociale de l'eau le 22 novembre 2006 :

- Les organismes de bassin versant (OBV) sont absents sur la très grande partie du territoire québécois.

- La mission des OBV est définie de manière ambiguë par ses membres et souvent incomprise par les élus politiques.
- L'arrimage avec la gouvernance du Saint-Laurent n'est pas précisé soit dans les structures ou soit dans les mandats.
- Les actions sur le terrain, réalisées par des organismes autonomes, sont financées sans aucune planification avec les OBV et donc effectuées de manière encore sectorielle.
- Aucune règle légale n'existe pour exiger des municipalités régionales de comté (MRC) de tenir compte des Plans directeurs de l'eau.
- Les OBV ont un statut d'organisme à but non lucratif (OBNL) dans un contexte de décentralisation des rôles de l'État.
- Le Ministère de l'Environnement (MENV) (afin ne pas alourdir inutilement la compréhension du texte le MENV fait ici référence à tous les ministères ayant été associés à l'environnement au Québec) n'a pas fait un bilan de cette implantation de la gestion de l'eau par bassin versant et n'a produit aucune vision d'avenir.
- Le financement des OBV est non seulement inadéquat mais non récurrent d'une année à l'autre.

En tête de liste de ces dernières observations, la question du territoire occupé par les 33 bassins versants prioritaires mérite d'être étudiée de plus près. En effet, en plus de l'absence d'OBV sur une grande partie du territoire, le choix du gouvernement au niveau de la division réservée aux bassins versants prioritaires ne serait-il pas une des sources des problématiques vécues présentement en terme de gestion ? Une nouvelle division du territoire ne serait-elle pas l'élément nécessaire à une certaine restructuration du système de gestion actuel permettant de traiter les éléments déficients tels le financement inéquitable des OBV et les missions et le statut des OBV encore mal définis, compris ou exploités ? Plus précisément, ne serait-il pas envisageable que cette nouvelle division permette la mise sur pied d'une nouvelle structure de gestion plus locale s'adressant directement à la problématique des « actions sur le terrain, réalisées par des organismes autonomes, qui sont financées sans aucune planification avec les OBV et donc effectuées de manière encore sectorielle » citée plus haut ?

À la base de cette réflexion, il convient donc de déterminer l'étendue de la problématique liée à la division territoriale des bassins versants à l'échelle de la province et, à l'échelle de ces bassins versants, l'impact de la variabilité observée entre les 33 bassins versants prioritaires.

1.6 Division territoriale des bassins versants prioritaires et variabilité observée entre ces différents bassins versants

Comme il a été décrit auparavant, le choix des 33 bassins prioritaires fut influencé par différents critères allant de l'identification des cours d'eau avec les problématiques les plus criantes à la présence déjà effective d'un organisme de bassin. Un coup d'œil à la carte définissant les superficies couvertes par ces 33 bassins versants (présentée à la figure 1.2) permet de constater que la division retenue par le gouvernement n'inclut pas dans ses critères une homogénéisation des territoires délimités, amenant du même coup la présence d'une grande variabilité entre ceux-ci.



Figure 1.2 Carte des 33 bassins versants prioritaires. Source : MENV (2004)

En fait, en y regardant de plus près, il apparaît que la variabilité présente entre les bassins versants prioritaires inclut d'autres éléments que la superficie. Le tableau 1.1 permet de comparer certaines données liées aux bassins versants, en particulier la région hydrographique dans laquelle ils se trouvent, leur superficie et le nombre de MRC et de municipalités ainsi que la population présente sur leur territoire. Des données plus exhaustives sont présentées à l'annexe 1 du présent document.

Tableau 1.1 Données sur les 33 bassins prioritaires (SGEE, 2006a ; MENV, 2002b)

Bassin versant prioritaire	Région hydrographique	Superficie (km ²)	MRC ¹	Municipalités ²	Population
Fouquette	02	67,8	1	4	887
Boyer	02	219,4	2	12	6183
Kamouraska	02	287,2	1	10	5326
Bayonne	05	370,0	2	12	13074
Du Moulin	06	403,7	2	4	14017
Aux Anglais	07	437,7	1	2	5214
Saint-Charles	05	547,1	2	19	352287
A Mars	06	684,8	1	3	5435
Bourlamaque	08	696,3	2	5	5087
Des Escoumins	07	789,3	2	4	645
Maskinongé	05	1063,2	3	16	11923
Montmorency	05	1140,3	2	9	32700
Bais Missisquoi	03	1305,6	3	31	23239
Châteauguay	03	1448,4	4	29	71950
Etchemin	02	1461,2	5	30	45768
Rimouski	02	1583,7	3	17	22285
Du Loup (Mauricie)	05	1588,8	2	19	12892
Du Nord	04	2118,2	5	43	155305
Bonaventure	01	2415,4	3	13	3188
Jacques Cartier	05	2440,6	7	69	392963
Bécancour	02	2458,9	3	17	31580
Sainte-Anne	05	2567,7	4	50	60652
Nicolet	03	2715,4	3	22	17907
Matapédia	01	3387,8	4	57	97964
Richelieu	03	3834,0	2	35	3834
L'Assomption	05	4367,3	4	65	198637
Batiscan	05	4698,6	5	30	16600
Yamaska	03	4766,3	8	99	255854
Chaudière	02	6861,5	5	91	173968
Saint-François	03	8381,8	8	121	332426
Du Lièvre	04	9207,0	3	48	38841
Gatineau	04	23460,4	4	58	96366
Saint-Maurice	05	42959,6	4	67	129088

¹ MRC (2001) comprises en totalité ou en partie dans un bassin versant prioritaire (>5%)

² Municipalités comprises dans le bassin versant prioritaire

L'analyse de ces données permet de tirer différentes conclusions touchant à la variabilité présente entre ces 33 bassins versants prioritaires.

Tout d'abord, tel que mentionné plus tôt, la superficie est très différente d'un bassin versant à l'autre. Dans l'exemple le plus extrême, la superficie du bassin versant de la rivière Saint-Maurice est un peu plus de 630 fois supérieure à celle de la rivière Fouquette. Dix (10) bassins versants ont une superficie inférieure à 1000 km² et deux (2) ont une superficie

supérieure à 10 000 km², alors que la majorité (21) des bassins versants ont une superficie entre 1000 et 10 000 km².

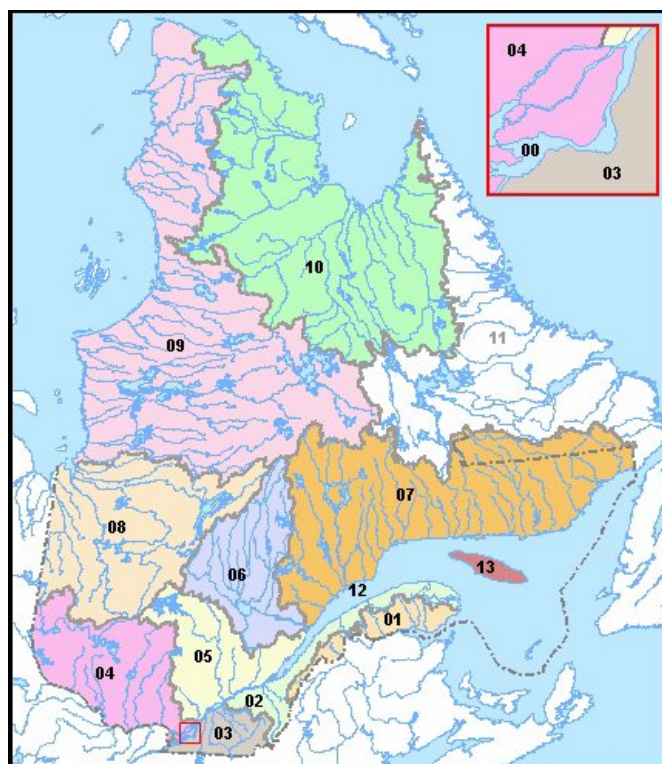
Au niveau de la distribution des structures administratives se retrouvant sur les territoires de bassins versants, une assez grande variabilité est aussi observée. De grands écarts apparaissent tout d'abord relativement au nombre de municipalités présentes sur ces mêmes territoires. On dénombre sept (7) bassins versants comptant moins de 10 municipalités sur leur territoire et neuf (9) bassins versants en comptant 50 ou plus. Si l'écart au niveau des MRC apparaît moins grand, il est toutefois aussi notable d'un bassin versant à l'autre. Même si moins important en terme absolu, cet écart a des conséquences tout aussi importantes pour la concertation et sur la mise en place de la gestion intégrée de l'eau sur le bassin versant.

Du côté de la population présente à l'intérieur des limites des bassins versants, une fois de plus, une variabilité importante est observée d'un bassin versant à l'autre. En effet, neuf (9) bassins versants englobent une population de moins de 10 000 habitants alors que huit (8) en dénombrent plus de 100 000. Des extrêmes comme ceux entre la population du bassin versant de la rivière Des Escoumins (645 habitants) et celle du bassin versant de la rivière Saint-Charles (352 287 habitants) peuvent être dénotés.

Un autre fait intéressant touchant à la variabilité observable d'un bassin versant à l'autre se situe au niveau du nombre de rivières de différents niveaux présents sur le territoire. Malgré l'absence de données à ce sujet, il apparaît évident que ce nombre varie grandement. À titre d'exemple, le bassin versant de la rivière Saint-François compte plusieurs rivières d'importance se jetant dans la rivière Saint-François (notamment les rivières Magog, Massawippi, aux Saumons (est) et Eaton), plusieurs rivières d'importance se jetant dans ces dernières (notamment les rivières Tomifobia, Niger, Coaticook, Moes) et d'autres rivières encore assez importantes se jetant dans ces derniers cours d'eau (notamment la rivière aux Saumons (Ascot)) (COGESAF, 2006a). À l'inverse, les petits bassins versants tel celui de la rivière Boyer renferment un minimum de rivières se jetant dans la rivière principale et très peu de rivières de grande dimension se jetant dans ces dernières (MENV, 2001).

Il est finalement intéressant de jeter un coup d'œil sur un autre phénomène actuellement observable qui, bien que ne s'adressant pas directement à la problématique de variabilité entre bassins versants, y est fortement lié puisqu'il est question de répartition inégale des

territoires : la répartition des 33 bassins versants prioritaires sur les 13 régions hydrographiques du Québec. Ces 13 régions, présentées sous forme cartographique à la figure 1.3, sont identifiées de la manière suivante : (01) Baie des Chaleurs et Percé, (02) Saint-Laurent sud-est, (03) Saint-Laurent sud-ouest, (04) Outaouais et Montréal, (05) Saint-Laurent nord-ouest, (06) Saguenay et lac Saint-Jean, (07) Saint-Laurent nord-est, (08) Baies de Hannah et de Rupert, (09) Baies James et d'Hudson, (10) Baie d'Ungava, (11) Mer du Labrador, (12) Îles du fleuve Saint-Laurent et (13) Îles du golfe du Saint-Laurent. Des 33 bassins versants prioritaires, 10 sont situés dans la région hydrographique 05 (Saint-Laurent nord-ouest, correspondant en grande partie à la région des Laurentides), alors qu'aucun ne se trouvent dans les régions 09, 10, 11, 12 et 13. Il est cependant à noter ici que les 430 principaux bassins versants du Québec se retrouvent uniquement dans les régions hydrographiques de 01 à 10 inclusivement, expliquant du même coup pourquoi aucun des bassins versants prioritaires ne se retrouvent dans les régions hydrographiques 11, 12 et 13 (MENV, 2002a). Cette dernière remarque n'empêche cependant pas de poser l'évidence suivante : tel qu'en témoigne la figure 1.4 et comme l'avait précédemment formulé la directrice générale du ROBVQ, la gestion actuelle de l'eau au Québec n'est appliquée que sur une partie mineure du territoire québécois. À la lumière du constat ici présenté, il conviendrait peut-être d'élargir cette problématique à celle-ci : les organismes de bassin versant, en plus d'être absents sur la très grande partie du territoire québécois et mal répartis dans les régions hydrographiques, possède une variabilité interbassins amenant des difficultés de gestion évidentes.



- 00 - Fleuve Saint-Laurent
- 01 - Baie des Chaleurs et Percé
- 02 - Saint-Laurent sud-est
- 03 - Saint-Laurent sud-ouest
- 04 - Outaouais et Montréal
- 05 - Saint-Laurent nord-ouest
- 06 - Saguenay et lac Saint-Jean
- 07 - Saint-Laurent nord-est
- 08 - Baies de Hannah et de Rupert
- 09 - Baies James et d'Hudson
- 10 - Baie d'Ungava
- 11 - Mer du Labrador
- 12 - Îles du fleuve Saint-Laurent
- 13 - Îles du golfe du Saint-Laurent

Figure 1.3 Régions hydrographiques du Québec. Source : CEHQ (2003)

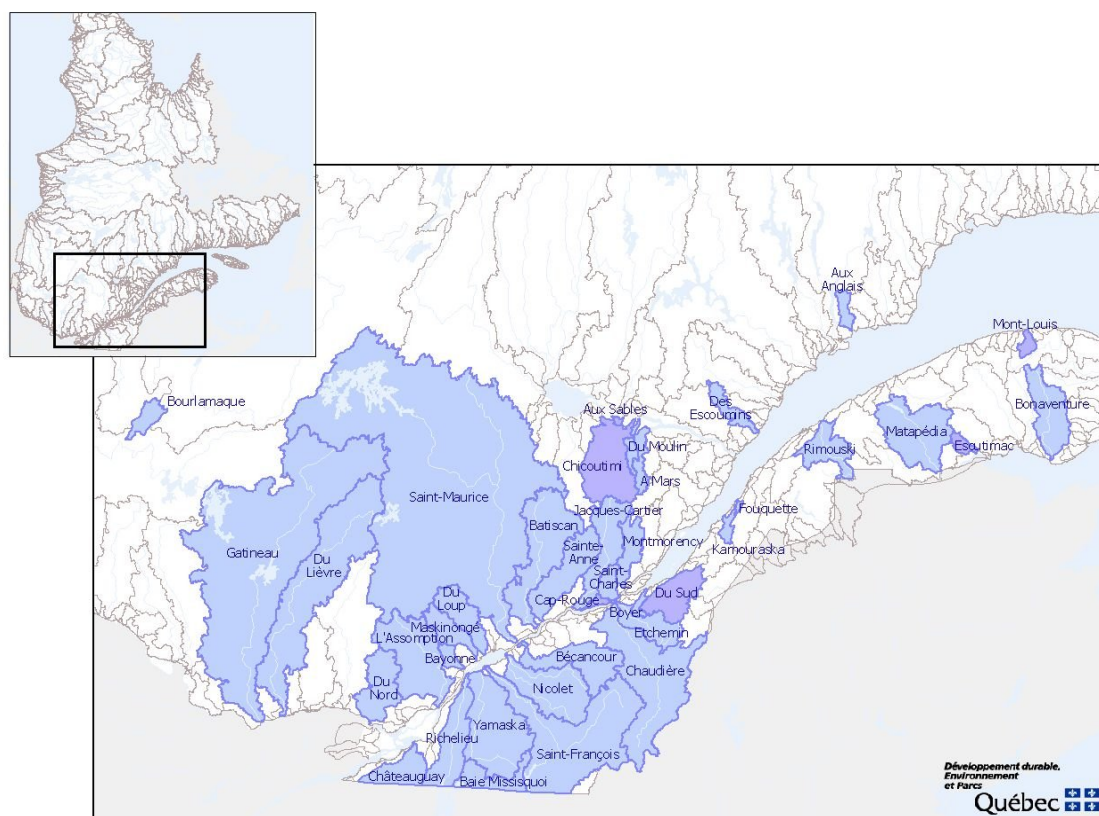


Figure 1.4 Répartition territoriale actuelle des 33 bassins prioritaires. Source : Leclerc (2006)

2 PROBLÉMATIQUE: LA NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELLE STRUCTURE

L'état de la situation présente en gestion de l'eau au Québec, sans être alarmante, semble suggérer que certaines interventions pourraient être salutaires pour permettre à la province de jouir d'un système efficace de gestion intégrée de l'eau par bassin versant. En effet, tel que discuté dans la section précédente, il est possible de penser que la grande variabilité observée entre les 33 bassins versants prioritaires, notamment au niveau de la superficie, du nombre de municipalités et de MRC, de la population et du nombre de rivières de différents niveaux présents dans les bassins, soit une problématique de premier plan expliquant une partie importante des difficultés vécues dans l'application du présent système. De plus, d'autres préoccupations pouvant s'adjoindre à cette problématique et ayant possiblement aussi un impact significatif sur la difficulté de la mise en place complète de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant peuvent être citées : la dispersion inégale des bassins versants sur le territoire québécois et dans les régions hydrographiques du Québec et l'harmonisation difficile des petits organismes oeuvrant dans le domaine de la gestion de l'eau avec la structure de gestion intégrée par bassin versant.

Face à ce constat et afin de donner suite à la mise en œuvre progressive de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant instaurée par le gouvernement du Québec depuis 2002, certaines organisations ont soumis des propositions intéressantes fournissant un cadre nouveau et cohérent au présent système. Ainsi, lors de journées d'études en 2005, le conseil d'administration du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec (ROBVQ) suggérait une nouvelle division des territoires des bassins versants permettant de généraliser la gestion intégrée de l'eau par bassin versant sur la presque totalité du territoire de la province (Québec méridional), en plus de permettre des superficies couvertes par OBV beaucoup plus égales. Il est à noter qu'une division différente (le territoire québécois entier y est inclus, dépassant les limites du Québec méridional, ce qui entraîne la création de quelques bassins versants supplémentaires) basée sur la même approche (30-35 bassins versants de superficie similaire) est présentement sous investigation par le MENV (Communication personnelle Raïche, 2007).

Alors que la première partie de ce chapitre permet d'explorer plus en détail la proposition du ROBVQ, il est utile de pousser plus loin la réflexion sur les impacts que pourrait produire

cette restructuration. En effet, en raison notamment de la superficie beaucoup plus grande couverte par les bassins versants délimités, cette vision ouvre grande la porte à l'introduction d'une nouvelle structure de gestion plus locale dans le bassin versant permettant une cohésion beaucoup plus grande dans les actions à poser. La structure en question, présentée ici sous le nom de comité local de bassin versant, sera introduite dans la deuxième partie de ce chapitre.

2.1 Nouvelle division du territoire pour les organismes de bassins versants et nécessité de structures de gestion adéquates

La nouvelle division du territoire pour les organismes de bassins versants qui a été proposée par le CA du ROBVQ vise deux changements majeurs par rapport à la division actuelle. Tout d'abord, elle permet de couvrir un territoire beaucoup plus près de l'ensemble du territoire québécois. En fait, il est même possible d'y inclure la quasi-totalité de ce dernier. En second lieu, les nouveaux périmètres des bassins versants amènent des territoires couverts par les OBV beaucoup plus homogènes. La superficie octroyée aux nouveaux bassins versants serait contenue dans un intervalle beaucoup moins étendu et viserait à éliminer la présence de bassins versants à très petite superficie. En guise d'exemple, les bassins versants des rivières Du Moulin et À Mars au Saguenay pourraient être inclus dans un bassin versant les englobant, faisant ainsi passer les superficies de respectivement 379,1 km² et 668,2 km² pour les deux bassins à une superficie d'un minimum de 1047,3 km² pour le bassin versant les englobant, mais encore plus imposant en le situant sur un territoire comprenant l'ensemble du Saguenay (12944km²). Même son de cloche pour les bassins versants des rivières Maskinongé, Bayonne et Du Loup qui seraient amenés à cohabiter dans un même grand bassin versant. La figure 2.0 donne un exemple du type de division que pourrait prendre le territoire dans le cas de la restructuration dont il est question.

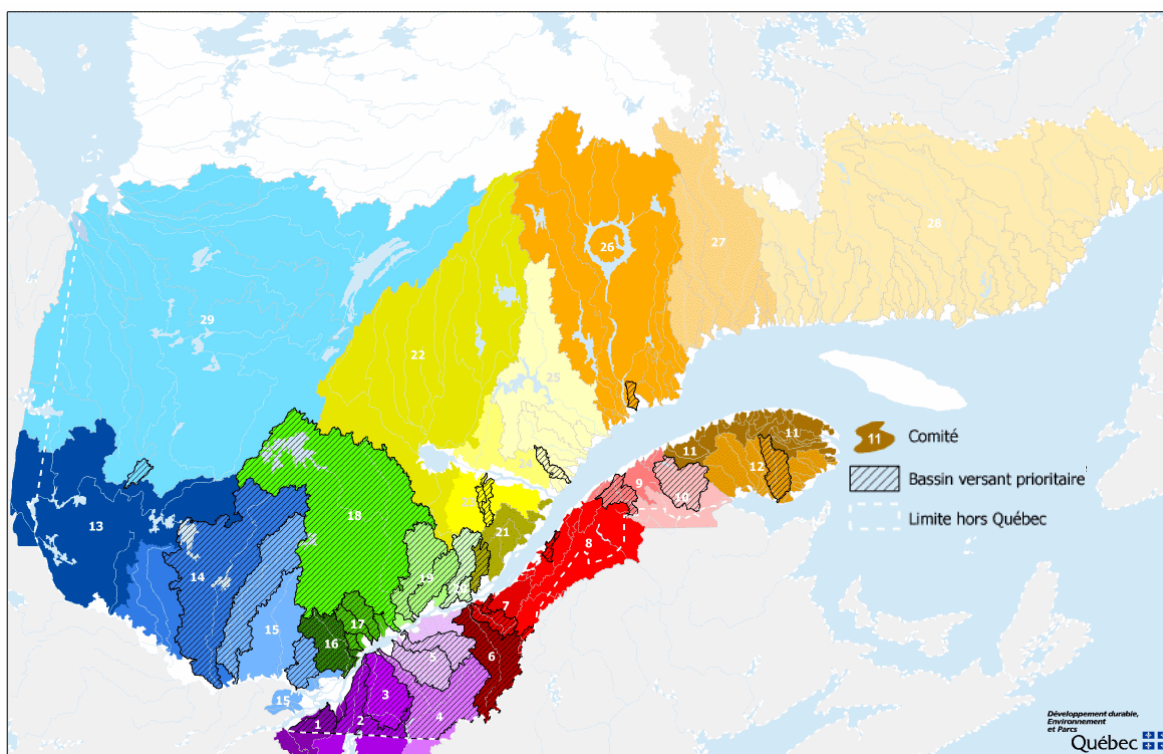


Figure 2.0 Exemple de nouvelle division du territoire pour bassins versants. (Exemple présenté par le CA du Regroupement des organisations de bassin versant du Québec lors des journées de réflexion en 2005)

Les conséquences à court terme d'un tel remaniement sont non-négligeables. En voici quelques-unes :

- Le nombre de bassins versants passerait de 33 à 35-40 (nombre estimé des nouveaux bassins versants), nécessitant la mise sur pied de nouveaux OBV.
- Dû à la fusion de bassins versants, des OBV devraient eux-mêmes fusionner.
- Les régions non-couvertes par les 33 bassins versants précédemment en place devront faire l'objet d'une étude du territoire telle que prévue pour la rédaction du PDE.
- Les PDE des 33 bassins versants précédemment en place devront subir des modifications dans les cas où les bassins versants dont ils traitent sont modifiés.

Malgré les difficultés à rencontrer et les nombreux efforts à fournir, il est probable qu'un tel exercice puisse procurer des avantages qui permettraient à la gestion intégrée de l'eau au Québec de prendre réellement son envol. Une de ces perspectives concerne la mise sur pied

d'un nouvel instrument de gestion rendue possible par la nouvelle division établie. En effet, en obtenant des bassins versants de dimension moyenne beaucoup plus grande, la nécessité de structures de gestion à une échelle plus locale se fait sentir. À défaut d'alléger la structure déjà en place, cette dernière pourrait réellement répondre à des besoins qu'aucun intervenant n'a pu combler jusqu'à maintenant dans la présente structure, notamment par l'obtention d'un lien efficace entre les OBV et les petits organismes essayant de faire face à des problématiques locales dans le bassin versant.

2.2 Nouvelle structure de gestion locale de l'eau

Les OBV de bassins versants de grande taille tel celui de la rivière Saint-François (8687,3 km² dans la portion québécoise) font face à une difficulté particulière lorsqu'il est question de rejoindre les acteurs touchés par des problématiques locales dans le bassin versant. En effet, il est normal que les acteurs réunis pour la cause de la totalité du territoire en question aient des priorités différentes que ceux impliqués dans une problématique présente sur une région très ciblée dans le bassin versant. Or, la structure même de l'OBV ne permet pas d'adresser ses services de concertation localement sur une étendue territoriale aussi grande que celle couverte par le Comité de gestion du bassin versant de la rivière Saint-François (COGESAF) par exemple.

Dans l'optique présentée plus haut où les superficies des territoires des bassins versants seraient revues à la hausse, en particulier pour les plus petits bassins, la problématique de la couverture des enjeux plus locaux du bassin serait appelée à se généraliser. Quoique certains OBV ont tenté de répondre à cette problématique, comme c'est le cas pour le Comité de gestion du bassin versant de la rivière Yamaska (COGEBY) qui sera observé plus loin, la mise sur pied d'un nouveau type de structure de manière encadrée semble une solution plus qu'envisageable. Afin d'assurer une implantation bien coordonnée et efficace, cette nouvelle structure se devrait d'être définie par les gestionnaires du Ministère de l'Environnement du Québec, au même titre que les OBV. Une réflexion s'impose donc sur les termes de cette définition.

3 ÉTABLIR UNE NOUVELLE STRUCTURE DANS LA GESTION DE L'EAU AU QUÉBEC : LES COMITÉS LOCAUX DE BASSIN VERSANT

Afin de répondre à la problématique touchant l'inefficacité de l'intervention locale par les OBV dans les bassins versants à grande superficie, la mise sur pied des comités locaux de bassin versant (CLBV) pourrait s'avérer un nouvel outil très utile dans le système de gestion de l'eau du Québec. Pour réussir l'entrée en scène de nouvelles structures telles les CLBV, il importe de bien définir divers éléments leur étant associés : la relation entre les CLBV et les OBV, le rôle et mandat principal des CLBV, la superficie du territoire couvert, le périmètre d'action, l'outil de planification principal, la maîtrise d'ouvrage, le lien avec les organismes locaux déjà établis, le type de représentativité au sein du comité et le mode de financement visé. Pour poser adéquatement les fondements d'une telle entreprise, il convient d'observer d'autres modèles de structures déjà en place se rapprochant de celui des CLBV. Pour cette raison, les deux premières parties de ce chapitre se pencheront sur des éléments intéressants se retrouvant dans deux systèmes de gestion très différents : le cas des structures de gestion locales intégrées à la gestion de l'eau par bassin versant en France et le cas des comités de sous-bassin versant mis sur pied par le Comité de gestion du bassin versant de la rivière Yamaska (COGEBY). Ces deux modèles s'avèrent en fait une source importante d'information tant au niveau des erreurs à éviter que des éléments de réussite à intégrer pour s'assurer du succès de l'entrée des CLBV dans la gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec. La troisième partie de ce chapitre, le cœur du présent document, permettra de tabler sur les éléments élaborés plus hauts touchant à la définition des CLBV.

3.1 Notions du système de gestion de l'eau en France

Bien que difficilement comparable à la richesse du Québec pour ses ressources en eau, la France, sur un territoire de 550 000 km² renfermant trois zones climatiques différentes, des montagnes de haute altitude et d'importantes nappes d'eau souterraines, est dotée de ressources en eau relativement abondantes (Académie de l'eau, 1996). En effet, 170 km³/an d'eau renouvelable en moyenne (comparativement tout de même à un impressionnant 990 km³/an d'eau renouvelable pour le Québec, dont 410 km³/an pour le bassin hydrographique du Saint-Laurent uniquement) est disponible pour répondre aux besoins de la population, ce qui représente une quantité suffisante si elle est bien gérée. Cependant, la pression sur cette eau joue un rôle prédominant sur les capacités offertes par cette gestion. Ainsi, outre la

quantité d'eau renouvelable retrouvée, la principale différence entre les deux territoires francophones, vient de la densité de population présente. En France, les derniers recensements effectués estimaient à 63,392 millions le nombre d'habitants en excluant les collectivités d'outre-mer (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna) (INSEE, 2007). La densité de population du territoire s'élèverait donc à environ 115,26 habitants/km², alors qu'au Québec, elle était estimée à 5,8 hab/km² en 2006 (ISQ, 2007). Durant la quinzaine d'années précédant les années 60 en France, le phénomène d'accroissement de la densité de population, lié notamment à la forte croissance économique de l'après-guerre elle-même accompagnée par une forte industrialisation, une concentration urbaine accélérée et la modernisation de l'agriculture, a entraîné un accroissement considérable des besoins en eau ainsi que son lot important de pollution. La résultante de cette situation fut alors la montée collective d'une peur à laquelle la population québécoise n'a jamais eu à faire face : la peur du manque d'eau. Face à la gravité de la situation, l'État s'est trouvé désarmé, pris dans un cadre juridique et institutionnel inadapté (Académie de l'eau, 1996). C'est dans ce contexte que fut élaborée la Loi sur l'eau de 1964. Celle-ci se situe « dans une démarche de planification orientée vers un développement économique et social de caractère global et intégré, en dépassant les intérêts sectoriels et en conciliant la satisfaction de différents besoins (Académie de l'eau, 1996). » La Loi sur l'eau de 1964 est la première d'une série d'outils légaux traitant de gestion de l'eau décentralisée qui seront ici décrits. Ces outils furent des éléments déterminants pour la mise sur pied de la politique de l'eau et des structures de gestion du niveau national au niveau local retrouvées présentement en France. Lois, directive, politique de l'eau et structures de gestion de l'eau en France seront l'objet des prochaines sections pour en arriver finalement à repérer les structures de gestion pouvant se comparer aux CLBV.

3.1.1 Lois et directives : des balises pour l'approche en gestion de l'eau

Différentes lois et directives ont eu un impact sur la politique de l'eau en France. De la Loi sur l'eau de 1964 à celle de 2006 en passant par la directive européenne, il importe d'avoir une vision générale de ces dernières afin d'apporter une compréhension des étapes de mises en place de la politique de l'eau actuelle.

3.1.1.1 La Loi sur l'eau de 1964 et les 6 bassins hydrographiques

La Loi sur l'eau de 1964, première grande loi française sur l'eau, pose la base de la politique de l'eau actuellement en vigueur. Elle introduit tout d'abord la notion de « gestion globale de l'eau » dans le paysage de la gestion des ressources naturelles de France. C'est également cette loi qui instaure le principe du "pollueur-payeur", voulant que le pollueur supporte le coût des mesures de prévention et de lutte contre la pollution. Face à la nécessité d'une nouvelle division du territoire en unités adaptées au nouveau mode de gestion, la Loi de 1964 organise le système en question autour des six grands bassins hydrographiques français : les bassins Rhône-Méditerranée-Corse, Rhin-Meuse, Loire-Bretagne, Seine-Normandie, Adour-Garonne et Artois-Picardie. Ils correspondent respectivement aux cinq grands fleuves français (Rhône, Rhin, Loire, Seine et Garonne), auxquels s'ajoute la Somme (CNRS, 2002). La figure 3.0 présente une carte des 6 bassins en plus de fournir des données sur la superficie et la population présentes en 1999 dans chacun. Au niveau de la gestion de ces bassins, la Loi sur l'eau de 1964 introduit les agences financières de bassin, correspondant aux 6 bassins délimités et aujourd'hui connues sous le nom d'agences de l'eau (Site des agences de l'eau, 2007). Ces dernières seront décrites plus en détails dans les pages subséquentes.

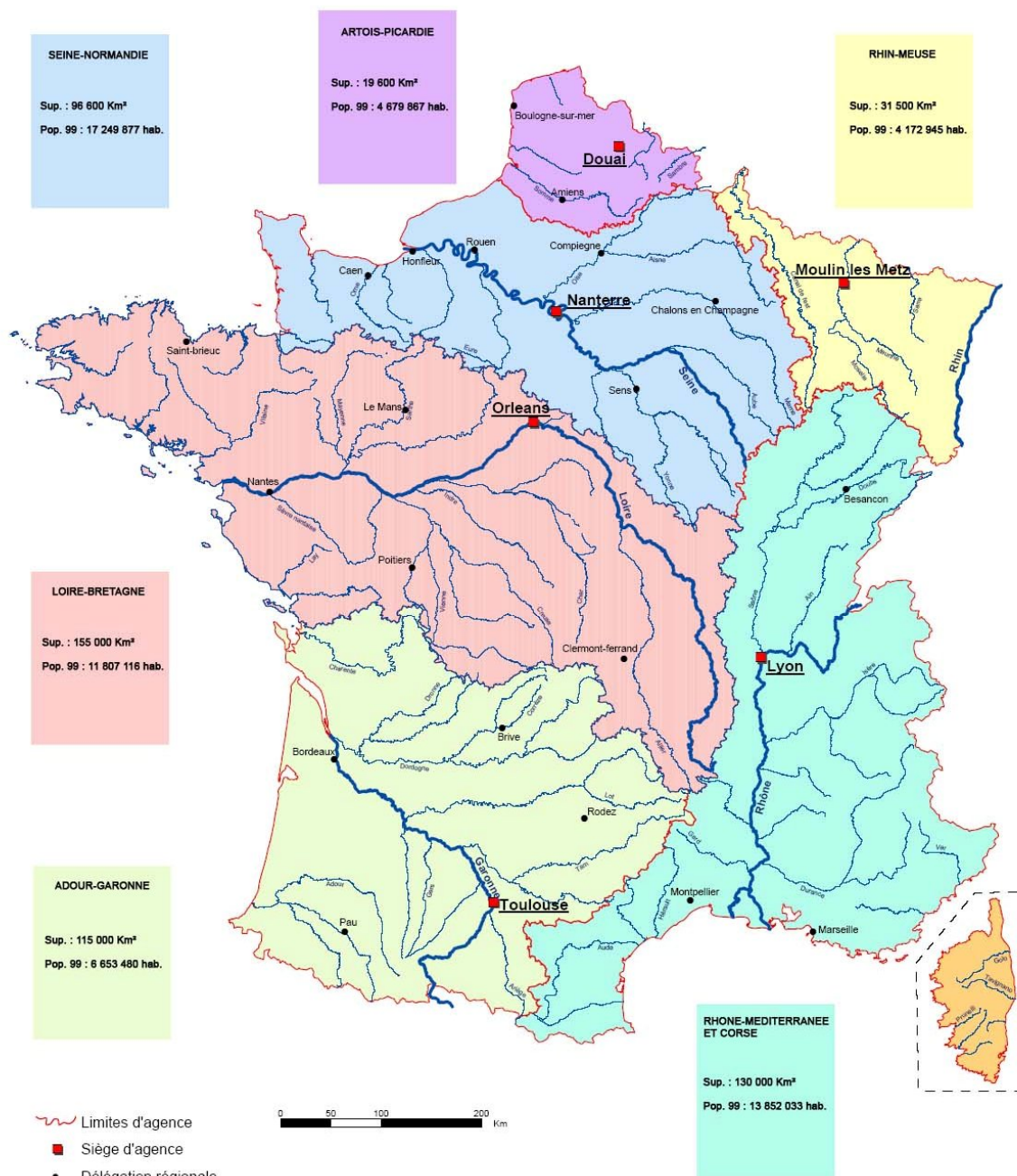


Figure 3.0 Carte des 6 bassins hydrographiques en France. Source : adapté de Direction de l'eau – Mission SIEau (2004)

3.1.1.2 La Loi sur l'eau de 1992

Tel que mentionné plus haut, la peur du manque d'eau fut un élément déclencheur de la prise de conscience des problèmes amenés par la gestion de l'eau sectorielle, menant ultimement à l'élaboration de la Loi sur l'eau de 1964. À la fin des années 80, les prélèvements d'eau

s'élèvent à un peu moins de 41 km³ (dont 60% pour le refroidissement des centrales thermiques, 15% pour les réseaux public, 13% pour l'industrie et 12% pour les usages agricoles) (Académie de l'eau, 1996). Ce volume de prélèvement représente alors une quantité modérée par rapport au potentiel d'eau disponible, même hors crue (Académie de l'eau, 1996). Cependant, ce dernier ne tient pas compte de l'existence d'une grande variabilité à l'échelle des six bassins hydrographiques du pays. En effet, la grande disparité au niveau de la densité de population (varie par un facteur de 1 à 4), des ressources en eau disponibles (de 1 à 7), des prélèvements (de 1 à 3,5) et des consommations d'eau (de 1 à 7) présente une réalité préoccupante, alors qu'on estime que les écarts concernant la pollution sont au moins aussi importants (Académie de l'eau, 1996). Venant s'ajouter à cette constatation, il semble que des disparités à l'intérieur même des territoires des bassins hydrographiques sont également présentes, notamment en raison des nombreuses zones de tensions entre ressources et besoins et de la différence de climat qui aggravent plus ou moins la situation en étiage (Académie de l'eau, 1996). Le tableau 3.0 présente diverses données de 1990 traitant de la variabilité alors observée entre les six grands bassins versants français.

Tableau 3.0 Données (1990) sur la variabilité observée entre les six grands bassins hydrographiques. (Adapté de Valiron, 1990)

Agence de bassin	Superficie milliers de km	Densité hab. /km ²	Ressource en eau m ³ /hab.		Prélèvements m ³ /hab.		Consommation m ³ /hab. hors canaux
			total	étiage	Hors centrale élec.	(dont usage)	
Loire Bretagne	156	73	3,140	1,060	160	(ind) 15%	20
Rhône Méditerranée Corse	127	101	5,470	2,735	695	(irr) 35%	70
Adour Garonne	116	60	5,700	2,140	371	(ind) 35%	102
Seine Normandie	98	175	1,080	760	200	(ind) 30%	24
Rhin Meuse	31	141	3,250	1,860	534	(ind) 50%	58
Artois Picardie	21	242	780	395	245	(ind) 35%	15
FRANCE	549	105	3,100 2,080 (a)	1480 1,050 (a)	350	(ind) 26% (irr) 22%	69

(a) année décennale sèche

(ind) industries non branchées sur le réseau public

(irr) irrigation

En réponse à cette problématique, la Loi sur l'eau de 1992 soutient que « la concertation doit présider à la planification de la gestion de l'eau » et vient intégrer deux nouveaux niveaux de

planification de l'eau : celui des agences de bassin et celui des circonscriptions hydrauliques plus petites (de 1000 à 5000 km²) qui engendreront les commissions locales de l'eau (CLE) (Site des agences de l'eau, 2007 ; Académie de l'eau, 1996 ; La Documentation française, 2004a). Ces deux niveaux de planification font intervenir respectivement deux nouveaux outils de gestion : les SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et les SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux). Ces outils, essentiels au niveau de l'aménagement du territoire et de la gestion des problématiques locales, seront présentés plus loin dans ce document.

De concert avec ces modifications majeures apportées au mode de gestion en place, la Loi sur l'eau de 1992 marque également un tournant important dans la perception de la ressource naturelle « eau » : cette dernière devient « patrimoine commun de la nation ». Sa protection, sa mise en valeur et le développement de sa ressource utilisable sont donc dorénavant d'intérêt général.

3.1.1.3 La directive cadre européenne de 2000 et la Loi sur l'eau de 2006

La directive cadre européenne, adoptée par les États-membres de l'Union européenne et le Parlement européen en septembre 2000, part du même constat que la Loi sur l'eau de 1992, soit que « l'eau n'est pas un bien marchand comme les autres, mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tel (MEDD, 2003). » Afin de répondre à différents enjeux touchant notamment à la détérioration des ressources en eau, aux rejets de substances et à l'atteinte d'un « bon état » des eaux et des milieux aquatiques, la directive définit une méthode et des principes d'action communs aux États-membres. Ces derniers se présentent sous cette forme :

- la nécessité d'une politique intégrée dans le domaine de l'eau ;
- les principes de précaution et d'action préventive, ainsi que le principe de correction par priorité à la source des atteintes à l'environnement;
- le principe du pollueur-payeur et le principe de la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, « y compris les coûts pour l'environnement et les ressources »;
- des prises de décisions « à un niveau aussi proche que possible des lieux d'utilisation ou de dégradation de l'eau »;

- une approche par bassin hydrographique ;
- une « approche combinée visant la réduction de la pollution à la source par la fixation de valeurs limites d’émission et de normes de qualité environnementale »;
- la participation du public comme condition du succès (MEDD, 2003).

La directive cadre européenne n’est pas venue remettre en cause la politique de l’eau française alors en vigueur, mais a plutôt « confirmé et renforcé les principes de gestion de l’eau en France (MEDD, 2003) ». En effet, elle prévoit notamment la mise en place d’un système similaire à celui déjà présent sur le territoire français : à l’échelle des grands bassins, des districts hydrographiques devront simplement s’insérer à la structure existante. Pour chacun d’entre eux, des « plans de gestion » définissant les objectifs à atteindre, et des « programmes de mesures » définissant les actions nécessaires, doivent être élaborés d’ici 2009 au plus tard (MEDD, 2003). Le SDAGE, les comités de bassin et les structures locales de gestion à l’échelle du bassin versant deviennent des instruments de gestion renforcés par la directive, alors que les éléments liés à la concertation du public, notamment dans le cadre de l’élaboration d’un SDAGE, se voient élargis (MEDD, 2003). Certains ajustements plus importants sont nécessaires, mais, ne venant pas modifier les structures de gestion en place, ils ne seront pas abordés en détails ici afin de ne pas alourdir inutilement le texte. Ces derniers touchent entre autres un objectif de “bon état” des milieux aquatiques à atteindre pour 2015, l’intégration des politiques sectorielles d’aménagement du territoire dans la politique de l’eau, l’incitation à rendre compte, en toute transparence, de la récupération des coûts des services liés à l’utilisation de l’eau et la construction d’un référentiel commun pour l’évaluation de la qualité des eaux au sein de l’Union Européenne (MEDD, 2003).

Venant en grande partie répondre aux exigences présentées par la directive cadre européenne de 2000, la Loi sur l’eau de 2006, parue le 30 décembre de la même année suite à une phase de concertation et de débats d’une durée de près de deux ans, a deux objectifs fondamentaux :

- Donner les outils à l’administration, aux collectivités territoriales et aux acteurs de l’eau en général pour reconquérir la qualité des eaux et atteindre en 2015 les objectifs de bon état écologique fixés par la directive cadre européenne (DCE) du 22 décembre 2000 (transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004) et retrouver une meilleure adéquation entre ressources en eau et besoins dans une perspective de

développement durable des activités économiques utilisatrices d'eau et en favorisant le dialogue au plus près du terrain ;

- Donner aux collectivités territoriales les moyens d'adapter les services publics d'eau potable et d'assainissement aux nouveaux enjeux en terme de transparence vis à vis des usagers, de solidarité en faveur des plus démunis et d'efficacité environnementale (MEDD, 2007a).

La récente entrée en vigueur de cette loi complète ce bref tour d'horizon des lois et directives ayant eu un impact majeur sur l'allure actuelle de la politique de l'eau française. La politique en question fut modifiée au fil des années, à l'instar de la Loi sur l'eau, jusqu'à devenir l'outil actuellement en place pour guider la gestion de l'eau sur le territoire. Les prochaines sections traitent de la forme prise par la politique de l'eau et, plus particulièrement, des structures actuellement présentes aux différents niveaux du territoire. Il est à noter que le portrait de la gestion de l'eau en France fut une influence majeure pour la forme que prit la gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec lorsque la province décida de l'instaurer.

3.1.2 La politique de l'eau en France : les principes

La politique de l'eau actuelle est fondée sur quatre principes :

- une approche globale (ou intégrée) tenant compte des équilibres physiques, chimiques et biologiques des écosystèmes : eaux superficielles et souterraines, quantité et qualité
- un territoire adapté à la gestion des ressources en eaux : le bassin hydrographique
- une concertation et une participation des diverses catégories d'usagers
- des instruments économiques d'incitation : principe du pollueur-payeur et usager-payeur (MEDD, 2007b)

Le troisième principe sera l'objet d'une plus ample exploration dans la prochaine section puisqu'il sera question des structures de gestion en place. La gestion économique du système à opérer sera peu traitée dans ce document puisque l'analyse n'est pas placée sous un angle économique. Il est cependant important de spécifier ici que le financement du système

français est issu d'une structure solide de perception-gestion de redevances sur l'usage de l'eau qui n'a pas son équivalent actuellement au Québec.

3.1.3 Structures de gestion sur le territoire : la planification du niveau national au niveau du cours d'eau ou d'une nappe phréatique

La politique de l'eau en France est définie en partenariat entre l'État, les collectivités territoriales et les usagers (notamment les industriels, grands aménageurs régionaux, agriculteurs, distributeurs, pêcheurs et aquaculteurs et associations de protection) (MEDD, 2007c ; OIEAU, 2000). La concertation et planification s'établit sur 4 niveaux : le niveau national, celui des six bassins hydrographiques, celui des bassins et sous-bassins et le niveau des cours d'eau et des nappes phréatiques. À chaque niveau correspond un certain nombre de structures en place qui seront ici observées.

3.1.3.1 Au niveau nationale : l'État et le Comité national de l'eau

Dans le cadre de la politique de l'eau française, tout comme dans le modèle québécois, l'État joue un rôle effacé, quoique important. Même si son rôle n'est ni d'imposer des modes de gestion, ni de choisir les techniques les plus appropriées à chaque cas particulier ou d'apprécier le niveau du prix des services, il constitue tout de même l'autorité administrative générale (MEDD, 2004). L'État, en plus de réglementer les rapports entre chacun des acteurs de l'eau, assure en particulier le rôle de la « police des eaux », agissant notamment au niveau de la surveillance de la qualité des eaux et de la gestion des autorisations d'usages. Il établit également les grandes orientations de la politique de l'eau conduite en France, en plus d'engager la France vis-à-vis de l'Union Européenne. La Direction de l'Eau du ministère de l'Écologie et du Développement durable (MEDD) « définit et organise les interventions de l'État dans le domaine de l'eau en général, en liaison avec d'autres ministères, compétents pour des usages particuliers de l'eau (santé, agriculture, industrie, etc.) (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2006a). »

Dépendant du Ministre de l'environnement, la Mission interministérielle de l'eau est une commission administrative chargée de donner un avis au Gouvernement sur tout projet de texte réglementaire concernant la gestion des ressources en eau (La Documentation française, 2004b). Elle est composée des représentants des ministères exerçant des responsabilités en

matière d'eau. La Mission interministérielle de l'eau a pour mission d'examiner différentes composantes du système de gestion de l'eau en place, notamment la répartition des ressources et des moyens, les crédits au budget de différents ministères intéressés, tous les projets de lois et décrets et les 6 SDAGE (qui seront vus plus loin) (La Documentation française, 2004b).

Un autre intervenant important à souligner au niveau national est le Comité national de l'eau. Ce dernier réunit les représentants de l'Assemblée Nationale et du Sénat ainsi que des grandes institutions et fédérations nationales concernées (OIEAU, 2000). Il est consulté sur les orientations de la politique nationale de l'Eau et notamment sur les projets de textes législatifs et réglementaires (OIEAU, 2000).

3.1.3.2 Au niveau des 6 bassins hydrographiques : les agences de l'eau et les comités de bassins

Les six agences de l'eau, correspondant aux six bassins hydrographiques (Adour-Garonne, Loire-Bretagne, Rhône-Méditerranée-Corse, Seine-Normandie, Rhin-Meuse et Artois-Picardie), sont des établissements publics autonomes placés sous la double tutelle du ministère de l'Écologie et du Développement durable et du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (CNRS, 2002). Leur rôle principal est plutôt économique puisqu'ils prélèvent des redevances sur les usages de l'eau (calculées selon le principe pollueur-payeur) et accordent des aides financières aux ouvrages et actions visant la réduction des pollutions, la préservation des milieux aquatiques continentaux et marins, la gestion économique et durable des ressources en eau et la connaissance de l'état et de l'évolution des ressources (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2007). L'action des agences de l'eau est planifiée sur 5 ans sous forme de « programmes d'intervention », adoptés par les comités de bassin et approuvés par le Premier Ministre, qui fixent les priorités d'action et leur financement pour chaque bassin (CNRS, 2002).

Agissant également au niveau des six bassins hydrographiques, les comités de bassin sont aussi présents dans chacun de ces bassins. Présidés par un élu local, il ont un rôle fondamental d'« organisateur de la concertation et de la solidarité entre tous les acteurs de l'eau du bassin (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2006b). » À cause de ce dernier rôle, ils sont souvent désignés comme le « parlement de l'eau » du bassin. Leur composition rejoint toute la « famille » des acteurs de l'eau, les membres étant répartis en trois collèges : (1) les

collectivités territoriales, (2) les usagers de l'eau et personnes compétentes et (3) les représentants des services de l'État (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2006b). Les comités de bassins débattent sur les grandes orientations de la politique de l'eau du bassin, se prononcent sur les programmes d'intervention des agences de l'eau et donnent un avis conforme sur les redevances qui assurent leur financement. De plus, ce sont eux qui élaborent et adoptent le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) pour leur bassin respectif.

Le SDAGE, établi pour une durée de 15 ans, fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de l'eau en quantité et qualité dans le bassin en question en prenant en compte les principaux programmes arrêtés par les collectivités publiques (CNRS, 2002 ; OIEAU, 2000). Il définit également le périmètre des sous-bassins correspondant aux unités hydrographiques (OIEAU, 2000).

Les comités de bassins sont finalement aussi consultés sur les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), dont il sera question plus loin, et les plans de gestion des étiages (PGE) et délivrent les agréments aux contrats de rivière, qui seront également abordés plus loin (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2006b).

3.1.3.3 Au niveau des bassins et sous-bassins : les commissions territoriales, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB), les commissions locales de l'eau (CLE) et les communautés locales de l'eau

Au niveau des bassins versants contenus dans les 6 grands bassins hydrographiques, ce sont les commissions territoriales, les établissements publics territoriaux de bassins (EPTB), les commissions locales de l'eau (CLE) et les communautés locales de l'eau qui sont au cœur de la gestion de l'eau.

Les commissions territoriales émanent directement du comité de bassin, plusieurs de leurs membres découlant de cet organisme. Les commissions territoriales visent « à conforter les relations entre le comité de bassin et les acteurs locaux » et ce en « associant ces derniers le plus en amont possible aux réflexions sur la politique de l'eau (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2006a). » Le mandat des membres de la commission est de 6 ans.

De leur côté, les établissements publics territoriaux de bassins (EPTB) sont des groupements de coopération des collectivités territoriales (syndicats mixtes ou institutions interdépartementales). Constitués lors de la révision des SDAGE et des SAGE, les EPTB sont appelés à faciliter la prévention des inondations, la gestion équilibrée des ressources en eau et la préservation et la gestion des zones humides en plus de pouvoir se porter maîtres d'ouvrage sur leur territoire (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2006a).

Acteurs très importants à ce niveau d'intervention et image très intéressante d'un type de comité local de bassin versant pouvant être implanté au Québec, les commissions locales de l'eau (CLE) sont des structures vouées à la concertation composées pour moitié de représentants des collectivités territoriales, pour un quart de représentants des usagers, et pour un quart de représentants de l'État (OIEAU, 2000). Ce sont les CLE qui, sous la demande des comités de bassin, font l'élaboration et le suivi des Schémas d'aménagement de gestion des eaux (SAGE). Le SAGE « fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que de préservation des zones humides, de manière à satisfaire aux principes fixés par la loi (OIEAU, 2000). » Une fois le SAGE approuvé, les « décisions prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives, et applicables dans le périmètre qu'il définit (OIEAU, 2000) » devront être compatibles avec ce schéma. La mise sur pied et la détermination du périmètre des CLE sont élaborées par le SDAGE, mais elles peuvent également être issues du représentant de l'État, après consultation, ou sur proposition des collectivités territoriales et après consultations du comité de bassin (OIEAU, 2000). L'échelle d'intervention des CLE se situe sur des territoires hydrographiques d'environ 2000 à 3000 km². Le financement des CLE dépend fortement de l'agence de l'eau, du département, de la région et de l'État.

Lorsqu'un SAGE a été mis sur pied, les collectivités territoriales peuvent s'associer dans une communauté locale de l'eau. Ces dernières, comme toute autre collectivité locale, établissement public de coopération intercommunale ou association, permettent de faciliter la réalisation des objectifs du SAGE. Elles peuvent être chargées « d'entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence (OIEAU, 2000). » Ces derniers doivent viser les différents domaines suivants :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau non domanial, y compris les accès à ce cours d'eau;
- l'approvisionnement en eau;
- la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement;
- la défense contre les inondations et contre la mer;
- la lutte contre la pollution;
- la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines;
- les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile (OIEAU, 2000).

3.1.3.4 Au niveau d'un cours d'eau ou d'une nappe phréatique : les comités de rivières

Au dernier niveau de la planification de la gestion de l'eau en France, c'est-à-dire à l'échelle d'un territoire hydrographique de 200 à 2000 km², les comités de rivières rassemblent un porteur de projets (conseil général, syndicat mixte, EPTB, syndicat intercommunal) et des financeurs (département, région, État, agence de l'Eau) pour « conduire, dans le cadre d'un contrat de rivière, un programme quinquennal d'actions (lutte contre la pollution, gestion du cours d'eau, restauration des milieux, ...) (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2006a). » Le contrat de rivière est donc un outil de gestion territoriale de l'eau à petite échelle sans portée réglementaire (contrairement au SAGE) résultant d'une forte volonté politique locale, n'étant pas imposé par l'Administration de l'État ou par l'agence de l'eau. Il permet « la mise en œuvre d'une organisation collective entre les acteurs de l'eau sur le territoire concerné et la pérennisation à terme d'actions coordonnées dans le domaine de l'eau (Agence de l'eau Adour-Garonne, 2006a). » À l'instar des CLE, ce sont les comités de bassin qui assurent la mise sur pied des comités de rivière. Le périmètre d'action est déterminé par les comités de rivières, suite aux démarches prescrites par une procédure établie par le comité de bassin. Cette détermination du périmètre, tout comme les contrats de rivières, doivent passer par l'agrément en provenance du comité de bassin. La maîtrise d'ouvrage des contrats de rivière est assurée par les collectivités (communes ou syndicats de rivière, d'assainissement....). Tout comme les CLE, l'agence de l'eau, le département, la région et l'État contribuent fortement au financement des comités de rivières.

3.1.4 Éléments à retenir du système français en lien avec les comités locaux de bassin versant

Si l'on considère que les OBV au Québec s'apparentent aux comités de bassin en France, deux structures principales du système français peuvent donc se rapporter aux instruments que représentent les comités locaux de bassin versant (CLBV) : les commissions locales de l'eau (CLE) et les comités de rivières. Ces derniers se rapportent respectivement à des territoires de l'ordre de 2000 à 3000 km² et de 200 à 2000 km². Dans le cas des CLBV, placés dans le cadre d'une nouvelle division des bassins versants prioritaires du territoire, ceux-ci (tel qu'il sera discuté plus loin) se rapporteraient à des superficies plus petites que celles couvertes par les OBV, inférieures donc à des territoires majoritairement compris entre 3000 et 70000 km² (SGGE, 2006b). Il est intéressant de constater que, à l'instar de la discussion présentée plus haut au sujet des problématiques justifiant la mise en place des CLBV, les CLE ont fait leur apparition dans le système français de concert avec la Loi sur l'eau de 1992, suite à la constatation, notamment, d'une grande disparité (voire variabilité) présente dans les six grands bassins hydrographiques (se rapportant aux bassins versants prioritaires au Québec si l'on considère qu'ils sont tous deux les unités territoriales de base de la gestion de l'eau en place).

Alors que les CLE et les comités de rivières tiennent principalement des rôles de planification, les EPBT et les communautés locales de l'eau pourraient, de par leur rôle de maître d'œuvre, représenter d'autres modèle pouvant être intégrés à la structure des CLBV, puisque agissant à une échelle similaire. Cependant, cette dernière constatation ne devient intéressante que dans le cas où les CLBV intègrent dans leurs mandats un niveau d'intervention terrain. De leur côté, les commissions territoriales semblent avoir un rôle qui pourrait rester entre les mains de l'OBV, à moins que des organismes pour faciliter la gestion d'un grand nombre de CLBV viennent s'insérer entre ces deux niveaux d'intervention.

Quoique les structures de la gestion de l'eau française citées peuvent se rapporter aux CLBV, il ne suffit pas d'unir ces structures pour créer le modèle des CLBV. En effet, le contexte de la gestion de l'eau en France et au Québec est sensiblement différent, nécessitant des ajustements importants et même des modifications radicales sur certains points. En voici les principales raisons.

Il ne faut pas oublier que, tel que le démontre plus haut le résumé des structures de gestion, la gestion intégrée de l'eau par bassin versant en France est plutôt de mode descendant, c'est-à-dire que l'approche utilisée est institutionnelle ou non concertée (le modèle type de l'approche concertée se retrouve du côté des États-Unis, où l'État est très peu présent dans la gestion). La présence de l'État à tous les niveaux de gestion des activités et des pouvoirs dans le modèle français amène une répercussion importante sur les structures se rapprochant, en se basant sur l'échelle d'intervention, des comités locaux de bassin versant. Ainsi, l'intervention de l'État (mode descendant) dans les structures ainsi qu'une certaine lourdeur administrative s'étendent jusqu'à l'échelle locale, laissant moins de place à l'initiative citoyenne : à l'extrême, même s'ils sont issus d'un mouvement plus « local », les comités de rivières ont toujours un lien étroit avec différentes structures étatiques exigeant la mise en application de procédures longues et complexes. Au Québec, par contre, même si le système mis en place n'est pas en mode aussi ascendant qu'aux États-Unis, il s'éloigne tout de même de la France, se situant plutôt à mi-chemin entre l'approche concertée et institutionnelle. Ceci signifie que la présence d'une structure tel le comité local de bassin versant serait beaucoup moins encadrée par différentes structures de l'État et donc beaucoup plus dépendante de l'action des citoyens (avec un appui marqué tout de même possible des OBV par exemple). Aussi, le financement d'une telle entreprise au Québec devrait s'appuyer sur un mode différent que celui observé en France, les agences de l'eau possédant là-bas une latitude financière sans équivoque au Québec. Une implication importante du gouvernement à ce niveau n'est toutefois pas écartable, quoiqu'elle demanderait des changements majeurs.

Sans enlever les emprunts possibles aux structures du système français pour créer le modèle des CLBVS, ces dernières considérations encouragent l'observation d'un autre modèle se rapprochant des CLBVS issu du milieu indigène à la gestion de l'eau québécoise. La prochaine section se penche donc sur l'expérience des comités de sous-bassins vécue par le COGEBY.

3.2 L'expérience des comités de sous-bassins : le cas du COGEBY

Le Conseil de gestion du bassin versant de la rivière Yamaska (COGEBY) est un OBV situé sur le territoire de la Montérégie ayant vu le jour officiellement en 2000 (COGEBY, 2006a). Le territoire couvert par le COGEBY, plus précisément le bassin versant de la rivière Yamaska, s'étend sur une superficie de 4784 km². La rivière prend sa source dans le lac Brome et se jette 160 km plus loin dans le fleuve Saint-Laurent à la hauteur du lac Saint-

Pierre tout en étant drainée par trois principaux tributaires : les rivières Noire, Yamaska Nord et Yamaska Sud-Est (COGEBY, 2006b). La figure 3.1 présente plus en détail le réseau hydrographique du bassin versant de la rivière.

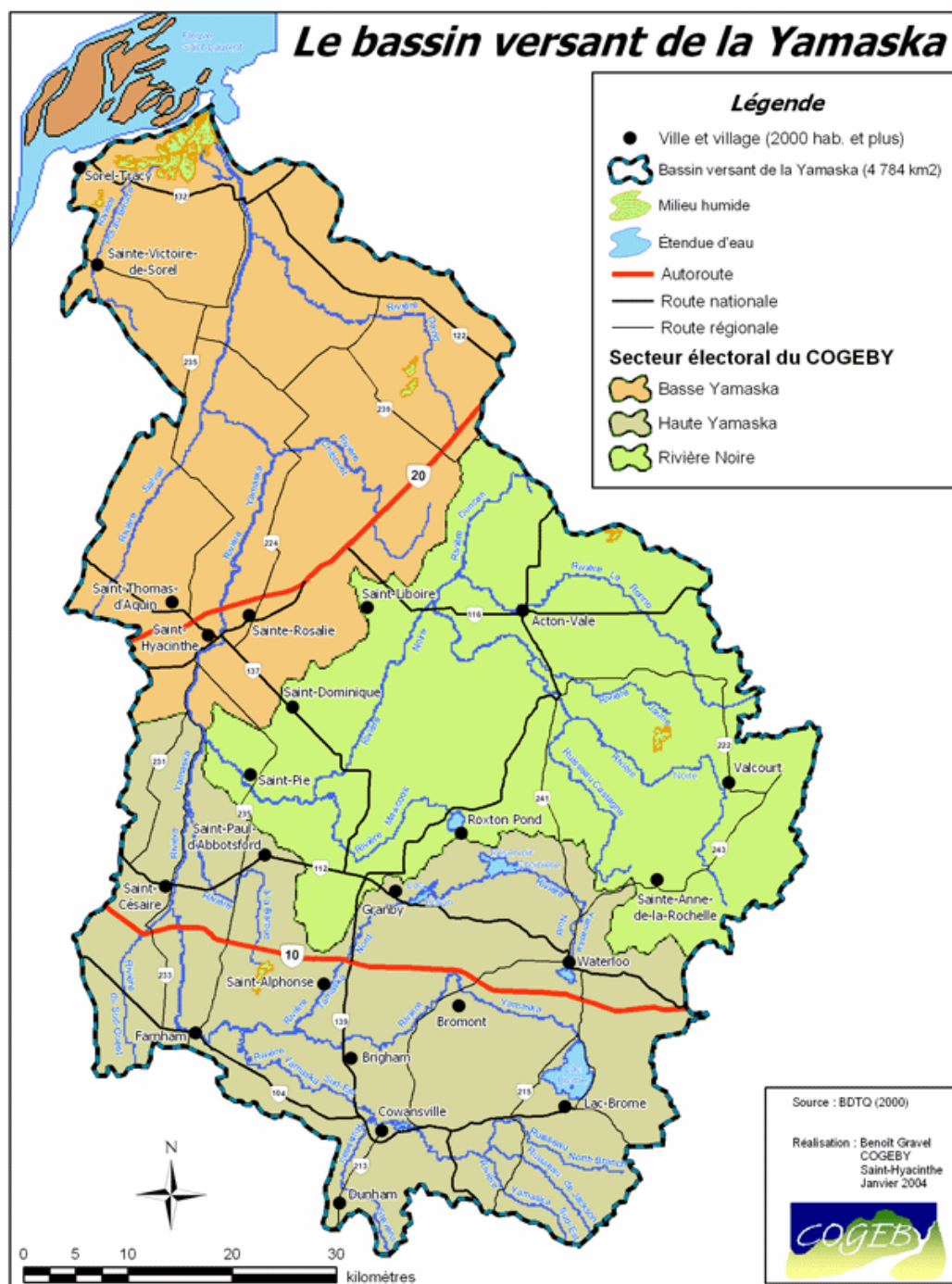


Figure 3.1 Carte du bassin hydrographique de la rivière Yamaska. Source : Gravel (2004)

La rivière Yamaska présente un bilan environnemental peu enviable, étant reconnue comme l'affluent du Saint-Laurent le plus pollué. La qualité de l'eau retrouvée dans ce cours d'eau est identifiée par le Ministère de l'Environnement de mauvaise à très mauvaise sur presque toute la longueur du bassin versant (COGEBY, 2006b). Face aux défis de gestion à relever, notamment en ce qui a trait à l'amélioration de l'état de santé d'un cours d'eau placé dans le cadre d'un territoire d'une grande importance (seul cinq bassins versants prioritaires occupent une superficie plus grande), le COGEBY a mis beaucoup d'emphasis sur le développement du concept de comité de sous-bassins. À l'aide de ces nouvelles structures, l'OBV vise à mettre de l'ordre dans les efforts souvent disparates ou redondants menés par une multitude de comités et associations de lacs et de rivières observés dans le bassin. Selon le COGEBY, les trois éléments à prendre en compte pour la mise sur pied d'une nouvelle structure de gestion sont la taille du bassin versant, le nombre d'unités sous-jacentes ainsi que les comités ou associations qui existent déjà (Gravel *et al.*, 2004). Dans cette perspective, le bassin versant peut être subdivisé en sous-bassins versants qui présentent deux structures différentes de gestion : les comités de sous-bassins et les comités de projet. Une troisième structure peut venir s'ajouter à ces deux dernières, le comité de sous-bassin principal, venant s'insérer entre l'OBV et les comités de sous-bassins. Les organismes intervenant sur le territoire d'un bassin versant pourraient donc être répartis selon quatre échelles de gestion :

- L'organisme de bassin versant ;
- Les comités de sous-bassin versant principal ;
- Les comités de sous-bassin versant ;
- Les comités de projet.

Chacune des structures placées sous les OBV seront examinées, mais le mode de division du territoire de l'OBV en sous-bassins utilisé par le COGEBY sera d'abord observé.

3.2.1 La délimitation du territoire des sous-bassins

Afin d'effectuer une division du bassin versant de la rivière Yamaska en sous-bassins versants adéquate, le COGEBY « envisage de délimiter les sous-bassins principaux en fonction de plusieurs critères, tant physiques que socio-économiques (Gravel *et al.*, 2004) ». Une division préalable a cependant été effectuée par le ministère de l'Environnement du Québec (MENV).

Les sous-bassins versants issus de cette division sont ceux des rivières Noire, Yamaska Nord, Yamaska Sud-Est, Pot-au-Beurre, Salvail et David, ainsi que le tronçon principal de la rivière Yamaska (Gravel *et al.*, 2004). La figure 3.2 présente une cartographie de ces sous-bassins versants.



Figure 3.2 Carte des sous-bassins principaux du bassin versant de la rivière Yamaska selon le MENV. Source : Gravel (2003)

Les critères utilisés par le ministère pour cette division ne sont pas connus. Les principales rivières de niveau 2 présentes sur le territoire semblent avoir été visées, toute en réservant un sous-bassin couvrant le cours d'eau principal. L'inclusion de certaines rivières de niveau 2 dans ce dernier sous-bassin demeure sans explication. De son côté, le COGEBY viserait plutôt une délimitation en fonction de différents critères, tant physiques que socio-économiques (Gravel *et al.*, 2004). Ces critères demeurent toutefois à développer (Communication personnelle Ruel, 2007). Les délimitations du COGEBY à une échelle similaire aux délimitations du MENV font appel aux sous-bassins versants principaux du territoire à l'intérieur desquels des sous-bassins plus petits peuvent être déterminés, comme il sera vu plus loin, par les comités de sous-bassin versant, lesquels délimitent eux-mêmes le territoire d'intervention.

3.2.2 Les comités de sous-bassin versant principal

Les comités de sous-bassin versant principal sont des organisations intermédiaires entre l'OBV et les comités de sous-bassin versant. Idéalement formés par un rassemblement des comités de sous-bassin versant, la présence des comités de sous-bassin versant principal n'est pas nécessaire « tant et aussi longtemps que le nombre de comités de sous-bassin versant est gérable pour l'OBV (Gravel *et al.*, 2004) ». Leur mise sur pied devient donc une nécessité uniquement dans le cas où un nombre trop élevé de comités de sous-bassin versant est présent, cette situation exigeant une bonne coordination des actions. Les comités de sous-bassin principal devraient couvrir des territoires d'une superficie allant de quelques centaines à plusieurs centaines de km². Ils ont pour objectif premier « d'orienter les comités de sous-bassin versant et de coordonner leurs actions en fonction d'objectifs définis pour le sous-bassin versant principal (Gravel *et al.*, 2004). » Leur formation relève de la responsabilité partagée de l'OBV et des comités de sous-bassin versant « qui auront acquis un certain niveau de compétence et d'avancement dans leur gestion de l'eau par bassin versant et qui voudront l'étendre à un plus grand territoire (Gravel *et al.*, 2004). »

3.2.3 Les comités de sous-bassin versant

Les comités de sous-bassin versant représentent la plus petite unité de gestion par bassin versant. Leur champ d'action s'établit sur un territoire de 25 à 100 km² environ, ce qui en fait un organisme de gestion agissant à un niveau local, c'est-à-dire sur le bassin versant d'un petit

cours d'eau ou d'un tronçon de cours d'eau. Les membres du comité sont des citoyens élus lors d'une assemblée générale de formation et la représentativité des différents types d'acteurs du milieu est visée (sans être exigée). La concertation locale des acteurs, la sensibilisation des citoyens et la réalisation de travaux sur le terrain font partie des mandats déterminés de manière plus précise par les comités de sous-bassin versant. Les actions réalisées doivent être en harmonie avec les contrats de bassin versant et le PDE. L'outil de planification principal utilisé est ici le « plan d'action ». Regroupant une partie importante des mandats des comités de sous-bassin versant, cet outil s'intègre, à l'instar de la démarche des OBV, dans une gestion cyclique. Celle-ci se divise en trois sections : la phase de planification, la phase d'intervention et la phase d'évaluation.

La phase de planification comprend le portrait du sous-bassin versant et l'élaboration des stratégies et du plan d'action. Le plan d'action « énumère les enjeux (préoccupations majeures) présents sur le territoire et les moyens concrets (actions) à privilégier pour parvenir aux résultats escomptés (Gravel *et al.*, 2004). » Il est généralement divisé en trois sections, soit le court terme (l'année en cours), le moyen terme (deux ou trois prochaines années) et le long terme (cinq prochaines années). Chacune de ces sections doit être révisée suivant le nombre d'années auxquelles elle se rapporte. Le plan d'action doit respecter le PDE et y être agencé, tout comme le PDE doit tenir compte des plans d'actions.

La phase d'intervention s'adresse à la mise en œuvre du plan d'action sous forme de projets. Ces projets peuvent prendre plusieurs formes : projets de sensibilisation/éducation, projets d'entente de bassin versant (engagement volontaire d'acteurs sous forme d'entente), projets portant sur les bonnes pratiques agricoles ou forestières, projets sur le suivi de la qualité de l'eau, projets d'aménagements, projets d'activités sociales, etc. (Gravel *et al.*, 2004). Ils comprennent à leur tour une phase de planification et une phase de mise en œuvre. La phase de planification demande l'établissement des objectifs, des responsables et/ou des partenaires, des conditions de succès ainsi qu'un échéancier (Gravel *et al.*, 2004). De plus, le comité de sous-bassin versant doit s'assurer d'effectuer une coordination entre les projets, ainsi que trouver le financement adéquat pour permettre de mener à terme chaque projet.

La phase d'évaluation consiste à assurer le suivi et l'évaluation tant des projets que du plan d'action. Quoique cette étape nécessite la réalisation complète d'actions, elle doit tout de même être appliquée en continue pour éviter les déraillements. L'utilisation de différents

indicateurs peut s'avérer d'une grande utilité pour une évaluation efficace. La phase d'évaluation complète un cycle de gestion et permet de démarrer à nouveau un cycle par une phase de planification. La figure 3.3 présente le cycle de gestion attribué aux comités de sous-bassin versant par le COGEBY.

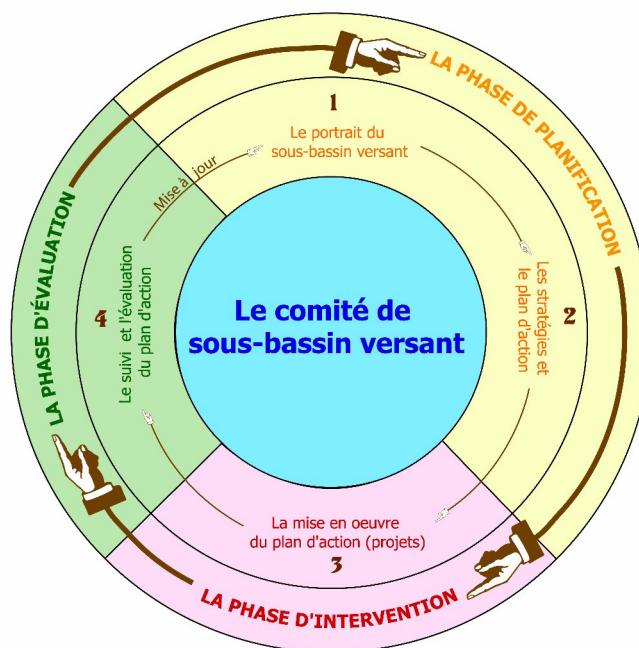


Figure 3.3 Cycle de gestion des comités de sous-bassin versant selon le COGEBY. Source : Gravel *et al.* (2004)

Selon le COGEBY, la mise sur pied des comités de sous-bassin versant possède de nombreux avantages qui en font un outil incontournable. Tout d'abord, la petite dimension du territoire couvert permet aux comités de rejoindre plus facilement les résidents. Pour ceux-ci, il est beaucoup plus facile de créer un sentiment d'appartenance pour ce même territoire puisqu'il s'agit de leur environnement quasi-direct. Ce type d'organisme favorise également la formation de petits groupes (beaucoup moins difficiles à établir que des grands groupes) pouvant rejoindre tous les acteurs du milieu. Ceux-ci se connaissant pratiquement tous, cette situation favorise grandement les échanges. Au niveau technique, les comités de sous-bassin versant permettent de procéder à des analyses terrains beaucoup plus simples en raison du territoire moins grand à couvrir. Ce type d'analyse nécessite des sommes d'argent beaucoup moins élevées. Finalement, il est beaucoup plus aisé de cerner quels sont les secteurs

problématiques et les secteurs « en bonne santé » à l'échelle du sous-bassin versant (Gravel *et al.*, 2004).

Pour le COGEBY, les comités de sous-bassin versant représentent l'unité de base pour une gestion intégrée de l'eau par bassin versant ascendante, c'est-à-dire que ces structures ciblent l'intervention issue des citoyens, permettant « aux gens du milieu de s'engager et de prendre leur place au sein de la grande structure décisionnelle de la gestion de l'eau (Gravel *et al.*, 2004). » Il est ici utile de spécifier que dans ce modèle, l'OBV procure un soutien ponctuel uniquement aux comités de sous-bassin versant. L'OBV fait une reconnaissance des comités mis sur pied, mais ceux-ci s'érigent de manière autonome (Communication personnelle Ruel, 2007).

3.2.4 Les comités de projet

Au dernier échelon du modèle de gestion de l'eau établi par le COGEBY, les comités de projet n'interviennent cependant pas dans le cadre de la gestion intégrée des bassins versants. Ceux-ci n'ont pas comme but de rejoindre des acteurs d'un milieu et de créer un climat de concertation, mais plutôt de « réaliser un projet ponctuel ou linéaire, bien défini dans l'espace et le temps (Gravel *et al.*, 2004). » Les tâches des comités de projet se concentrent autour de la réalisation de travaux terrain précis et de la sensibilisation relative à ces projets. Pouvant s'appliquer à l'eau, aux berges d'un cours d'eau ou aux étendues d'eau (lacs, marais, etc.), les projets menés par les comités de projet se limitent dans presque tous les cas à réaliser et à promouvoir un ou des aménagement(s) de terrain(s). Un des rôles primordial des comités de projet est d'inclure dans la structure de gestion intégrée de l'eau les acteurs locaux déjà présents, devenant alors eux-mêmes des comités de projet. Les comités ou associations de lacs et de rivières ou tout comité qui a pour but l'amélioration de l'eau, la restauration de ses usages et la préservation des habitats sont visés. L'inclusion de tels organismes dans la structure de gestion présente sur le territoire permet de « reconnaître ces initiatives et de les appuyer, puisque ces comités sont des alliés importants des OBV dans la gestion de l'eau (Gravel *et al.*, 2004). » Il est à noter que les comités de projet ne sont pas des maîtres d'ouvrage mis sous la tutelle des comités de sous-bassin versant, mais bien des organismes autonomes profitant d'un support ponctuel de l'OBV.

3.2.5 Éléments à retenir de l'expérience des comités de sous-bassins du COGEBY en lien avec les comités locaux de bassin versant

Le COGEBY propose d'inclure trois nouvelles structures sous les OBV, dont deux sont des structures de gestion (comités de sous-bassin versant principal et comités de sous-bassin versant) et une est plutôt un maître d'œuvre (comités de projet). Des deux structures de gestion, les comités de sous-bassin versant représentent l'élément le plus important du système proposé. Ces derniers subdivisent le territoire en petits secteurs d'intervention, permettant ainsi d'agir localement. Ils permettent également une participation accrue du public dans la gestion de l'eau. Les principaux avantages amenés par les comités de sous-bassin versant selon le COGEBY sont résumés par les points suivants :

- Travail sur le terrain
- Sensibilisation individuelle et continue des citoyens
- Possibilité d'engagement concret des citoyens dans l'action
- Concertation des citoyens
- Cohésion des actions
- Caractérisation précise du territoire
- Recherche des zones problématiques ou avec potentiel
- Suivi précis de l'évolution du bassin versant
- Partage d'objectifs communs au sein d'un bassin versant
- Transfert de connaissances (Gravel *et al.*, 2004)

Les comités de projet, de leur côté, sont d'une grande importance afin d'inclure dans la gestion de l'eau les acteurs terrains déjà présents. Sans nécessairement se tourner du côté de la concertation, ils permettent notamment aux associations de rivières et lacs d'effectuer des projets ponctuels dans le cadre de la gestion de l'eau du territoire.

La figure 3.4 schématise les structures proposées par le COGEBY, des comités de projet aux OBV, démontrant l'interrelation entre ces structures sous la forme d'une pyramide inversée. Il est utile de noter que « chacune des subdivisions de la pyramide contribue à la partie supérieure et permet d'alimenter l'OBV » et « qu'il y a donc un échange entre les deux sens (figure 3.5) » (Gravel *et al.*, 2004).

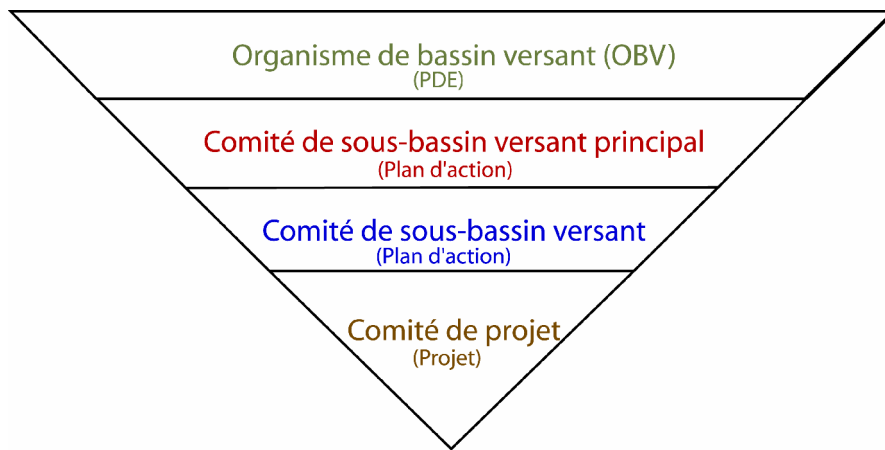


Figure 3.4 Structures de gestion proposées par le COGEBY. Source : Gravel *et al.* (2004)

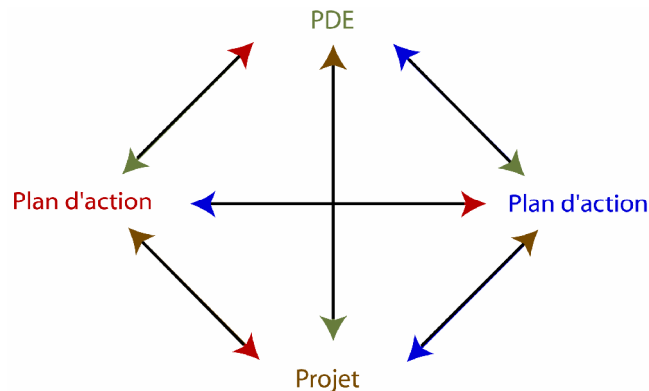


Figure 3.5 Liens dans les outils des structures de gestion proposées par le COGEBY. Source : Gravel *et al.* (2004)

Malgré les forces majeures du modèle proposé par le COGEBY, notamment au niveau de son applicabilité dans un contexte de gestion québécois et de sa structure beaucoup moins lourde qu'en France permettant d'impliquer les citoyens et les acteurs locaux, il semble à première vue utopiste de penser qu'un tel système puisse être implanté à la grandeur du territoire. En effet, le manque de soutien des organismes et la planification improvisée pour la mise en place des comités de sous-bassin versant (tant au niveau de la création des comités que de l'établissement du mandat, du périmètre et de la superficie visée) amènent une problématique difficilement contournable. Aussi, encore une fois, la direction donnée aux CLB, quoique pouvant s'inspirer des côtés positifs amenés par les structures du COGEBY, doit différer de ces structures si les CLB veulent s'imposer comme un modèle applicable à grande échelle.

3.3 Structures de gestion proposées par le modèle français et le COGEBY : une comparaison s'impose

À la lumière des faits exposés se rapportant à des structures similaires aux CLB, il convient de relever les principales positions de chacun des deux modèles explorés. Ces positions, ici présentées sous la forme d'un tableau (voir tableau 3.1), ciblent des thèmes devant essentiellement être touchés pour bien définir les CLB. Ces mêmes thèmes seront d'ailleurs repris dans la prochaine section pour établir le modèle des CLB à retenir.

Tableau 3.1 Comparaison de structures principales de gestion locales se rapportant aux CLBV

	Structures locales du système de gestion de l'eau en France	Structures locales suggérées par le COGEBY
Nom des structures locales	Commission locale de l'eau (CLE) Comités de rivières Établissements publics territoriaux de bassins (EPBT) Communautés locales de l'eau Commissions territoriales	Comités de sous-bassin versant principal Comités de sous-bassin versant Comités de projet
Structure(s) principale(s) se rapportant aux CLBV	CLE Comités de rivières	Comités de sous-bassin versant
Relation avec la structure de gestion de bassin versant (Comité de bassin ou OBV)	CLE : Mise sur pied sous la tutelle du comité de bassin et d'autres instances étatiques à cette échelle (Préfet) Comités de rivières : Mise sur pied sous la tutelle du comité de bassin et d'autres instances étatiques à cette échelle (le SAGE peut venir alléger les procédures)	Soutien ponctuel de la part de l'OBV uniquement, l'OBV fait une reconnaissance des comités mis sur pied mais ceux-ci s'érigent de manière autonome
Rôle et mandat principal	CLE : Rôle unique de concertation Mandat défini par les comités de bassin : établissement d'un SAGE Comités de rivières : Rôle unique de concertation Mandat de mise en œuvre d'un projet d'initiative locale devant suivre une procédure nécessitant des démarches de plusieurs années (5 à 7 ans) sous la tutelle du Comité de bassin	Rôle de concertation et de maître d'ouvrage Mandat défini par le Comité de sous-bassin versant
Superficie du territoire couvert	CLE : de l'ordre de 2000 à 3000 km ² Comités de rivières : de l'ordre de 200 à 2000 km ²	25 à 100 km ² environ

Détermination du périmètre d'action	<p>CLE : Élaborée par le SDAGE, mais elle peut également être issue du représentant de l'État (Préfet), après consultation ou sur proposition des collectivités territoriales, et après consultations du comité de bassin.</p> <p>Comités de rivières : Déterminé par le comité de rivière suite aux démarches prescrites par une procédure établie par le comité de bassin. Doit passer par l'agrément en provenance du comité de bassin</p>	Déterminé par le comité de sous-bassin versant
Outil de planification principal	<p>CLE : SAGE (avec une portée réglementaire)</p> <p>Comités de rivières : Contrat de rivière (contractuel, sans portée réglementaire)</p>	Plan d'action
Maîtrise d'ouvrage	<p>CLE : Généralement une collectivité locale, un établissement public de coopération intercommunale, voire une association. Les collectivités territoriales peuvent s'associer en communautés locales de l'eau</p> <p>Comités de rivières : Collectivités (communes ou syndicats de rivière, d'assainissement...)</p>	<p>Comités de sous-bassin versant</p> <p>Comités de projet</p>
Relation avec les organismes/associations terrains	<p>CLE : Aucune intégration particulière outre leur possible implication au sein du comité et de la maîtrise d'ouvrage</p> <p>Comités de rivières : Aucune intégration particulière outre leur possible implication au sein du comité et de la maîtrise d'ouvrage</p>	Ceux-ci peuvent être intégrés dans la gestion mise en place à travers la création de comités de projet ou comités de sous-bassin versant ou en étendant leur gestion à l'échelle du bassin versant.

Type de représentativité au sein du comité	<p>CLE : Composées pour moitié de représentants des collectivités territoriales, pour un quart des représentants des usagers, et pour un quart des représentants de l'État. Composition arrêtée par un représentant de l'État (préfet de département)</p> <p>Comités de rivières : Associe des représentants des collectivités territoriales, de l'État et des usagers. Composition arrêtée par un représentant de l'État (préfet de dép.)</p>	La représentativité des différents types d'acteurs du milieu est visée mais non obligatoire. Aucune représentativité des structures supérieures exigée.
Mode de financement	<p>CLE : L'agence de l'eau, le département, la région et l'État contribuent fortement à son financement</p> <p>Comités de rivières : L'agence de l'eau, le département, la région et l'État contribuent fortement à son financement</p>	Financement doit être trouvé par le comité de sous-bassin versant

3.4 Définir les comités locaux de bassin versant

Suite à l'étude des deux modèles présentés précédemment proposant des structures très similaires aux CLB, il convient de définir ces derniers en s'orientant sur les forces des CLE, comités de rivières et comités de sous-bassin versant. Afin de donner un portrait juste et complet de la nouvelle structure proposée, les aspects présentés dans le tableau résumé des deux modèles seront repris un par un, permettant de bien exposer les options choisies pour les CLB. La relation entre les CLB et les OB, le rôle et mandat principal des CLB, la superficie du territoire couvert, le périmètre d'action, l'outil de planification principal, la maîtrise d'ouvrage, le lien avec les organismes locaux déjà établis, le type de représentativité au sein du comité et le mode de financement seront donc les thèmes discutés dans les sections suivantes.

3.4.1 Déterminer les relations entre les organismes de bassin versant et les comités locaux de bassin versant

Le modèle de la gestion de l'eau au Québec comportant un minimum de niveaux d'intervention sur le territoire, il apparaît évident que les structures en place doivent agir en collaboration pour assurer une bonne cohésion dans les actions posées. Contrairement au système français où les structures se multiplient au point où la concertation entre niveaux d'intervention devient un poids pour la planification, le système québécois permet et même exige une conciliation engageant dans ce cas beaucoup moins de lourdeur administrative. Le modèle mis de l'avant par le COGEBY semble peut concluant sur cet aspect puisque le comité de sous-bassin, au lieu d'être une structure établie sous la tutelle de l'OB, est issue de l'intervention des citoyens. Ces derniers, quoique pouvant bénéficier d'une aide de l'OB, font néanmoins face aux difficultés liées à la mise sur pied d'un comité efficace s'insérant adéquatement dans la gestion intégrée sur le territoire tout en ne possédant pas la vision d'ensemble que l'OB peut avoir. Le modèle proposé par le COGEBY ne risquerait-il pas de réintégrer les pratiques d'une gestion sectorielle du territoire si les comités se multipliaient rapidement? Pour cette raison, il est judicieux d'établir un lien direct entre l'OB et les CLB : à l'image des CLE et comités de rivières en France, mais tout en évitant les difficultés liées aux acteurs trop nombreux de planification présents dans ce pays, les CLB se doivent donc d'être placés directement sous la tutelle des OB. Ces derniers pourront assurer un développement structuré des CLB sur leur territoire et ainsi

éviter une gestion éparpillée sans fil directeur clair à la merci d'une multitude d'acteurs « indépendants » et du manque de cohésion dans leur approche respective des problématiques du territoire. La mise des CLBVB sous tutelle de l'OBV n'empêche pas les acteurs locaux de se mobiliser comme c'est le cas pour les comités de rivières en France. Cependant l'OBV décide de la nécessité d'implanter un CLBVB et structure la forme qu'il doit prendre. Le PDE en tant que tel pourrait prévoir directement la mise sur pied des CLBVB à venir, mais étant donné les délais associés à la publication de chaque PDE, il semble judicieux de permettre à l'OBV de mettre sur pied de tels organismes sans être tenu de l'avoir indiqué dans le PDE.

3.4.2 Établir le rôle et les mandats des comités locaux de bassin versant

Le rôle alloué aux CLBVB pourrait prendre deux tangentes principales : un rôle axé sur la concertation ou un rôle axé sur l'action terrain. Alors qu'en France les CLE et comités de rivières penchent définitivement du côté de la concertation, les comités de sous-bassin versant du COGEBY prennent plutôt le côté de l'action terrain tout en conservant un rôle primordial de concertation. Il semble clair que l'échelle d'intervention tient une part importante dans le type de rôle donné au CLBVB. Cette dernière échelle étant beaucoup plus grande pour les CLBVB que pour les comités de sous-bassin versant, tel que le décrira la prochaine section, il convient de donner aux CLBVB un rôle unique de concertation sur les actions tout en laissant la possibilité aux membres siégeant sur le comité de participer à la maîtrise d'ouvrage des projets en leur propre nom (ou celui de leur organisme). Ce rôle unique de concertation locale permettra aux CLBVB de former un échelon local de gestion de l'eau dédié à la planification et au suivi d'actions terrains à plus petite échelle que les OBV. De manière plus détaillée, le rôle de concertation des CLBVB pourrait comprendre les points suivants : la planification d'actions sur le territoire, la priorisation de ces actions sur la base des priorités mêmes fixées dans le PDE de l'OBV et l'élaboration (par les maîtres d'ouvrage identifiés par le CLBVB) et le suivi des actions à effectuer approuvées par l'OBV. Quant à lui, l'OBV pourrait tenir les rôles suivants face aux CLBVB : créer les CLBVB, définir leur répartition sur le territoire, leur périmètre d'action et leurs mandats, réaliser le portrait et diagnostic des différents bassins versants, trouver les partenaires financiers nécessaires au bon fonctionnement des CLBVB et à la réalisation des actions, donner son approbation aux actions proposées par les CLBVB, siéger au comité de concertation des CLBVB, offrir un support technique aux comités et faire le suivi des CLBVB du territoire.

Dans la même logique définie plus tôt, les mandats des CLBVB se doivent d'être définis par l'OBV et non par le comité lui-même comme le COGEBY le propose. À l'instar des CLE en France, le mandat principal des CLBVB pourrait être la mise sur pied d'un SAGE ou autre plan d'action issu de la concertation entre acteurs du milieu. Il apparaît ainsi beaucoup plus juste, dans le cadre d'une gestion intégrée, de voir la structure de niveau supérieur intervenir directement sur les mandats des structures établies sur son territoire puisqu'ils sont les mieux placés pour mettre en perspective les actions en cours et s'assurer d'un effort global cohérent.

3.4.3 Prévoir la superficie du territoire couvert

Comme il a été spécifié auparavant dans ce texte, les superficies des territoires couverts par les CLBVB placés dans le cadre d'une nouvelle division des bassins versants prioritaires se rapporteraient à des dimensions plus petites que celles couvertes par les OBV, lesquelles pourraient se situer majoritairement entre 3000 et 70000 km² (SGGE, 2006b). Le modèle proposé par le COGEBY tend vers des superficies très petites (25 à 100 km² environ), misant sur la création de dizaines de comités de sous-bassin versant (plus de 100 à terme) sur les territoires à l'image de celui du bassin versant de la rivière Yamaska (4 700 km²) (Gravel *et al.*, 2004). Bien que cette dimension de territoire permette de rejoindre les citoyens de façon très efficace, la tâche d'établir une centaine de CLBVB sur 30 à 35 bassins versants sous la tutelle de l'OBV apparaît peu réaliste. En effet, la mise en place des 33 bassins versants prioritaires et le maintien de leur bon fonctionnement ayant été (et étant toujours) un défi, il semble évident que la mise sur pied et le suivi efficace de 3000 à 3500 CLBVB est du domaine de l'improbable. Un projet d'une telle ampleur n'est possible que dans un contexte d'urgence non encadrée de comités, situation vouée à ramener la gestion sectorielle de l'eau. De plus, les comités de bassins versants principaux suggérés par le COGEBY pour encadrer ce grand nombre de comités engendrent la présence d'une structure de gestion supplémentaire, complexifiant inutilement la structure présente, alors qu'un nombre réduit de comités permet d'éviter cette mesure. Il s'avère donc plus adéquat d'établir des territoires couverts par les CLBVB de dimension supérieure à celle proposée par le COGEBY. La superficie visée pourrait être de l'ordre de 200 à 2000 km² pour un territoire de grandeur similaire à celui du bassin versant de la rivière Yamaska. En fait, les dimensions visées seraient du même ordre de grandeur que les sous-bassins établis par le Ministère de l'Environnement sur le territoire du COGEBY (revoir figure 3.2). Cette échelle de dimension permet d'établir environ de 10 à 25 CLBVB par bassin versant, rendant ainsi possible un suivi

efficace des OBV. Un tel nombre de CLBVB sous-entend ici que les comités couvrent la totalité du territoire de l'OBV, ce qui devrait être visé puisque, à l'instar de la gestion de l'eau à l'échelle de la province, il devient vite inévitable de couvrir la totalité du territoire pour pouvoir porter des actions sur la globalité du système aquatique. Il est à noter que les dimensions ici établies font directement écho à celles retrouvées pour les comités de rivière en France, soit les structures de gestion les plus locales.

3.4.4 Délimiter le périmètre d'action des comités locaux de bassin versant

Le périmètre d'action des CLBVB, comme les mandats de l'organisme, se doit d'être délimité par l'OBV, puisque, à l'instar de la détermination des mandats, ce dernier est le mieux placé pour faire un choix éclairé dans un cadre de gestion intégrée de l'eau sur son territoire. Tel que mentionné plus tôt, le périmètre pourrait être choisi en fonction du PDE dans lequel l'OBV aurait déjà planifié la mise sur pied du CLBVB ou être déterminé (ou modifié) à posteriori de la publication du PDE, cette situation donnant plus de latitude aux OBV.

Il est important de bien planifier l'établissement du périmètre du bassin, puisque celui-ci aura une influence directe sur la présence/absence des acteurs du bassin versant. Ces derniers doivent se sentir interpellés par le territoire délimité pour que leur implication soit à la hauteur des attentes de l'OBV. Cette contrainte ne doit cependant pas mener à une déformation trop importante des limites du bassin versant naturel du cours d'eau visé. Les cours d'eau en question pourraient tout aussi bien être des lacs, des rivières ou même des aquifères si ceux-ci sont identifiés de manière adéquate.

3.4.5 Choisir un outil de planification principal

L'outil de planification principal à retenir pour les CLBVB pourrait être à l'image tant d'un SAGE comme l'utilisent les CLE ou d'un « plan d'action » comme le prévaut le modèle du COGEBY. Le cycle de gestion appliqué au plan d'action des comités de sous-bassin du COGEBY et décrit précédemment (revoir figure 3.3) est bien construit et pourrait très bien être utilisé directement par les CLBVB (mis à part le fait que le rôle de la caractérisation du territoire reviendrait plutôt à l'OBV). Il convient de rappeler que, à l'instar de cette définition d'un plan d'action, il est primordiale d'établir une relation directe aller-retour entre le PDE,

outil de planification des OBV, et le plan d'action qui servira d'outil de planification des CLBv.

3.4.6 Identifier à qui revient la maîtrise d'ouvrage

Alors que la maîtrise d'ouvrage dans le système de gestion français apparaît assez complexe pour les maîtres d'ouvrage en question, l'approche des comités de projet présentée par le COGEBY est beaucoup plus simple et possède l'avantage d'inclure les associations et acteurs locaux dans la gestion intégrée. Les associations de protection et autres comités de lac ou rivière sont souvent implantés depuis beaucoup plus longtemps que les structures de gestion par bassin versant au Québec. Le fait de pouvoir les intégrer comme comité de projet permet de conserver l'expertise terrain de ces organismes pour la maîtrise d'ouvrage en plus de pouvoir se servir de ces acteurs comme ambassadeur du nouveau modèle de gestion (dû au fait qu'ils sont déjà connus des citoyens). De plus, la structure des comités de projet permet d'inclure d'autres acteurs du milieu assez facilement. Il convient donc d'adopter le concept des comités de projet pour venir le compléter à celui des CLBv. Seule différence par rapport aux comités de projet du COGEBY, il devient ici utile de placer ces comités sous la responsabilité directe des CLBv, lesquels doivent s'assurer leur mise sur pied et suivi.

3.4.7 Spécifier le lien entre les organismes de bassins, les comités locaux de bassin versant et les organismes/associations déjà présents

Tel que spécifié préalablement, les associations et organismes déjà présents pourront être inclus en parallèle des CLBv dans les comités de projet comme maître d'ouvrage. Il est également possible pour de tels organismes de s'intégrer directement dans la structure des CLBv en siégeant sur le comité en tant qu'acteur du milieu. Dans le cas où des associations de protection et comités de lac ou rivière siègent à la table de concertation locale, il est alors important que de tels acteurs soient balancés par d'autres acteurs couvrant les intérêts des autres cours d'eau du bassin versant délimité.

3.4.8 Déterminer le type de représentativité au sein des comités

Au niveau du type de représentativité au sein des CLBv, il apparaît plus que pertinent que tous les types d'acteurs impliqués par la gestion de l'eau sur le territoire du bassin versant

soient convoqués. Cependant, bien qu'une représentativité totale soit souhaitable pour une concertation plus efficace, des exigences précises (règlements internes sur la représentativité par exemple) risqueraient de complexifier inutilement une structure se voulant simplifiée pour favoriser au maximum la participation des acteurs motivés par la gestion de l'eau sur leur territoire. Malgré une certaine flexibilité au niveau de la représentativité au sein des CLB, la présence de l'OBV au sein des comités est essentielle. Ce dernier point, ignoré dans le cas de comités de sous-bassin du COGEBY, s'allie au rôle important joué par l'OBV dans le modèle de CLB ici développé.

3.4.9 Choisir un mode de financement

Afin de s'assurer une mise en place et un suivi efficace des CLB, il est incontournable que l'OBV réussisse à se procurer une source de financement stable. En effet, il est inconcevable que ce dernier puisse assurer ses fonctions en totalité par rapport à cette nouvelle échelle de gestion avec un financement à la hauteur de 65 000\$/an qui n'est de plus même pas récurrent d'une année à l'autre. L'approche suggérée par le COGEBY était elle-même en quelque sorte une réponse directe à un financement déficient pour leur organisation. En effet, devant les ressources humaines minimales pouvant être allouées pour la mise sur pied et le suivi des structures mises en place et face à l'absence de support financier du gouvernement pour de tels projets, le COGEBY a dû choisir une option avec des compromis de taille : offrir un soutien minimal aux acteurs du milieu pour mettre sur pied les structures (assistance aux réunions de démarrage) et les guider vers les sources de financement (le but étant de les rendre autonomes), tout en leur offrant une aide ponctuelle, à défaut d'un soutien financier et logistique permanent (Communication personnelle Ruel, 2007).

La structure comme telle des CLB n'exige pas un financement particulier puisque les acteurs réunis ne sont pas rémunérés pour leur participation dans le comité de concertation. Cependant, pour que les actions terrain des CLB puissent se réaliser, il doit y avoir un financement adéquat. Il apparaît que le gouvernement pourrait difficilement être l'unique source de financement pour la réalisation des actions : un financement adéquat des OBV semble déjà un pas important à franchir et un financement complet des actions des CLB apparaît donc plutôt utopique. Pour trouver l'argent nécessaire à la réalisation des actions terrain, le COGEBY a choisi de mettre l'accent sur le fait que les comités soient ancrés dans une petite communauté et donc que les acteurs du milieu soient prêts à débours des

sommes considérables pour supporter des projets locaux. Dans le cas des CLBv, cette approche doit être conservée, mais à une échelle plus grande puisque les territoires couverts élargissent les communautés visées. Afin de s'assurer un financement adéquat, l'argent issu de subventions allouées par le milieu pourrait être additionné de celui des redevances de l'eau. En fait, ce mode de financement fait directement écho au type de modèle proposé par M. Jean-Paul Raïche, 1^{er} vice-président du ROBvQ et président du COGESAF, dans un article paru au mois de février 2007 dans le bulletin *Concert'Eau* (Raïche, 2007).

3.5 Comparaison des comités locaux de bassin versant aux deux autres modèles précédents

Suite à l'exposé des positions choisies pour définir les comités locaux de bassin versant, il convient de reprendre sous forme de tableau la comparaison finale entre les structures de gestion locale en France (CLE et comités de rivière), les structures de gestion locale du COGEBY (comités de sous-bassin versant) et les CLBv. Le tableau 3.2, exposé dans les pages suivantes, présente cette comparaison.

Tableau 3.2 Comparaison de structures principales de gestion locales présentées

	Structures locales du système de gestion de l'eau en France	Structures locales suggérées par le COGEBY	Structures locales proposées dans le cadre de ce document
Nom des structures locales	Commission locale de l'eau (CLE) Comités de rivières Établissements publics territoriaux de bassins (EPBT) Communautés locales de l'eau Commissions territoriales	Comités de sous-bassin versant principal Comités de sous-bassin versant Comités de projet	Comités locaux de bassin versant (CLBV) Comités de projets
Structure(s) principale(s) se rapportant aux CLBV	CLE Comités de rivières	Comités de sous-bassin versant	CLBV
Relation avec la structure de gestion de bassin versant (Comité de bassin ou OBV)	CLE : Mise sur pied sous tutelle du comité de bassin et d'autres instances étatiques à cette échelle (Préfet) Comités de rivières : Mise sur pied sous la tutelle du comité de bassin et d'autres instances étatiques à cette échelle (le SAGE peut venir alléger les procédures)	Soutien ponctuel de la part de l'OBV uniquement, l'OBV fait une reconnaissance des comités mis sur pied mais ceux-ci s'érigent de manière autonome	Mise sur pied sous la tutelle de l'OBV
Rôle et mandat principal	CLE : Rôle unique de concertation Mandat défini par les Comités de bassin : établissement d'un SAGE Comités de rivières : Rôle unique de concertation Mandat de mise en œuvre d'un projet d'initiative locale devant suivre une procédure de plusieurs années (5 à 7 ans) sous tutelle du comité de bassin	Rôle de concertation et de maître d'ouvrage Mandat défini par le comité de sous-bassin versant	Rôle unique de concertation (comprend : planification d'actions sur le territoire, priorisation de ces actions sur la base des priorités fixées dans le PDE et élaboration (par les maîtres d'ouvrage identifiés par le CLBV) et suivi des actions à effectuer approuvées par l'OBV) Mandat défini par l'OBV : établissement d'un SAGE ou autre plan d'action

Superficie du territoire couvert	CLE : de l'ordre de 2000 à 3000 km ² Comités de rivières : de l'ordre de 200 à 2000 km ²	25 à 100 km ² environ	De l'ordre 200 à 2000 km² Couverture complète du territoire de l'OBV
Détermination du périmètre d'action	CLE : Élaborée par le SDAGE, mais elle peut également être issue du représentant de l'État (Préfet), après consultation ou sur proposition des collectivités territoriales, et après consultations du comité de bassin. Comités de rivières : Déterminé par le comité de rivière suite aux démarches prescrites par une procédure établie par le comité de bassin. Doit passer par l'agrément en provenance du comité de bassin	Déterminé par le comité de sous-bassin versant	Déterminé par l'OBV
Outil de planification principal	CLE : SAGE (avec une portée réglementaire) Comités de rivières : Contrat de rivière (contractuel, sans portée réglementaire)	Plan d'action	SAGE ou autre plan d'action
Maîtrise d'ouvrage	CLE : Généralement une collectivité locale, un établissement public de coopération intercommunale, voire une association. Les collectivités territoriales peuvent s'associer en Communautés locales de l'eau Comités de rivières : Réalisée par les collectivités (communes ou syndicats de rivière, d'assainissement...)	Comités de sous-bassin versant Comités de projet	Comités de projet (supervisés par les CLBv)

Relation avec les organismes/associations terrains	<p>CLE : Aucune intégration particulière outre leur possible implication au sein du comité et de la maîtrise d'ouvrage</p> <p>Comités de rivières : Aucune intégration particulière outre leur possible implication au sein du comité et de la maîtrise d'ouvrage</p>	Ceux-ci peuvent être intégrés dans la gestion mise en place en formant des comités de projet ou comités de sous-bassin versant ou en étendant leur gestion à l'échelle du bassin versant.	Ceux-ci peuvent être intégrés dans la gestion mise en place à travers la création de comités de projet
Type de représentativité au sein du comité	<p>CLE : Composées pour moitié de représentants des collectivités territoriales, pour un quart des représentants des usagers, et pour un quart des représentants de l'État. Composition arrêtée par un représentant de l'État (préfet de département)</p> <p>Comités de rivières : Associe des représentants des collectivités territoriales, de l'État et des usagers. Composition arrêtée par un représentant de l'État (préfet de département).</p>	La représentativité des différents types d'acteurs du milieu est visée mais non obligatoire. Aucune représentativité des structures supérieures exigée.	La représentativité des différents types d'acteurs du milieu est visée. Aucun règlement interne ne rend la présence de différents types d'acteurs obligatoire. L'OBV siège obligatoirement sur le comité.
Mode de financement	<p>CLE : L'agence de l'eau, le département, la région et l'État contribuent fortement à son financement</p> <p>Comités de rivières : L'agence de l'eau, le département, la région et l'État contribuent fortement à son financement</p>	<p>Le financement doit être trouvé par le Comité de sous-bassin.</p> <p>La reconnaissance des comités de sous-bassin versant par l'OBV permet une certaine aide au financement (lettre d'appui, appui médiatique et politique).</p>	Financement assuré par le milieu et les redevances de l'eau

4 MISE SUR PIED DES COMITÉS LOCAUX DE BASSIN VERSANT : ÉTUDE DU CAS DU TERRITOIRE DU COGESAF

Le Comité de gestion du bassin versant de la rivière Saint-François (COGESAF) en est présentement à l'élaboration d'une stratégie permettant de s'adresser aux problématiques locales de son territoire. Cette stratégie fait intervenir la mise sur pied de comités de gestion locale qui pourraient très bien prendre la forme des CLBVS décrits dans ce document. Il apparaît donc plus que pertinent de se pencher sur les démarches entreprises par cet organisme afin de déterminer quelle place pourraient prendre les CLBVS et comment le COGESAF pourrait intervenir dans leur formation et suivi. Le présent chapitre s'attarde à l'étude de ce cas pratique en abordant tout d'abord la situation actuelle du COGESAF, c'est-à-dire en donnant une description du territoire couvert et de l'état d'avancement de l'OBV face à ses mandats. Par la suite, les réflexions du COGESAF sur les rôles respectifs des comités locaux et de l'OBV face à cette nouvelle structure de gestion seront exposées. Une section sur un modèle de répartition des comités locaux sur le territoire du COGESAF suivra. Deux bassins versants particulièrement visés dans les démarches actuelles du COGESAF seront observés plus en détail, ceux du lac Saint-François et de la rivière Magog. Ces deux modèles nous permettront, à l'aide des cartes fournies de poser une réflexion sur la délimitation des périmètres de CLBVS, tant au niveau d'un lac que d'une rivière. La dernière section de ce chapitre s'attardera finalement aux possibilités offertes au COGESAF quant à la mise sur pied des organismes responsable de la gestion et des actions sur les territoires délimités.

4.1 Situation actuelle du COGESAF

Le bassin versant de la rivière Saint-François se trouve sur la rive sud-est du Saint-Laurent. La situation de ce bassin versant par rapport aux 32 autres bassins versants prioritaires définis par le Ministère de l'Environnement est présentée à la figure 4.0. Le bassin versant de la rivière Saint-François occupe le troisième rang en terme d'importance en superficie parmi les 33 bassins versants prioritaires avec ses 10 228 km², dont 14% se trouve aux États-Unis, laissant une superficie de 8381,8 km² au Québec (COGESAF, 2006a ; SGGE, 2006a). Il est utile ici de se rappeler qu'une telle superficie est comprise dans l'intervalle d'étendue des bassins versants dans une nouvelle division du territoire tel que discuté précédemment (majoritairement de 2000 à 10000 km²), faisant du bassin versant de la Saint-François un bon

exemple sur lequel se pencher pour la mise en place de CLBV. La majorité de la partie québécoise du bassin versant se retrouve dans la région administrative de l'Estrie (80%), alors que 9% se retrouve dans la région Chaudière-Appalaches et 11% dans la région Centre-du-Québec (COGESAF, 2006a). Des données issues d'un recensement de 2004 chiffrent à 348 800 le nombre d'habitants sur ces territoires, la population étant distribuée dans les 95 municipalités et le territoire autochtone du bassin (COGESAF, 2006a). La répartition de ces habitants sur le territoire est assez dispersée puisque, même si la population occupe majoritairement les centres urbains, l'ensemble du territoire est habité. L'économie y est majoritairement tertiaire (COGESAF, 2006a).



Figure 4.0 Localisation du bassin versant de la rivière Saint-François parmi les 33 bassins versants prioritaires. Source : COGESAF (2006)

Au niveau du réseau hydrographique présent sur le territoire, la rivière principale (Saint-François) coule en suivant un trajet en forme de « V » entre l'amont et l'aval (COGESAF, 2006a). La rivière prend sa source dans le lac Saint-François, situé au nord-est du territoire, et s'écoule jusqu'au lac Saint-Pierre, un élargissement du Saint-Laurent, situé au nord-ouest du territoire. Le trajet de la rivière bifurque, passant d'une direction sud-ouest à nord-ouest à la hauteur de Lennoxville. Les principaux tributaires de la Saint-François sont la rivière au Saumon (Scotstown), la rivière Eaton, la rivière Massawippi et la rivière Magog (COGESAF,

2006a). La figure 4.1 présente les principales composantes hydrographiques du bassin versant de la rivière Saint-François.



Figure 4.1 Principales composantes hydrographiques du bassin versant de la rivière Saint-François. Source : COGESAF (2006)

Au niveau de l'état d'avancement du COGESAF dans ses mandats de travail, ce dernier a accompli différentes tâches lui étant attribuées. Ainsi, en se référant aux étapes du cycle de gestion exposées plus tôt (revoir figure 1.1), les étapes préalables à l'élaboration du PDE et l'étape 1 du cycle de gestion sont complétées (Élaboration d'un programme de sensibilisation initial, Fondation d'un organisme de bassin versant, Formation d'un comité technique, Collecte de données et d'informations pertinentes concernant le bassin versant et (1) Analyse du bassin versant (Portrait/Diagnostic)). Les étapes 2 à 4 du cycle de gestion ((2) Détermination des enjeux et des orientations, (3) Détermination des objectifs et choix des indicateurs et (4) Élaboration d'un plan d'action) sont actuellement en cours, effectuées simultanément. Les démarches présentement en cours au niveau de l'établissement de structures locales de gestion viennent s'ajouter aux travaux à réaliser pour le PDE, ralentissant leur avancement. Le dépôt du PDE à des fins de révision est actuellement prévu pour 2008.

4.2 Établissement de structures locales de gestion : état de la situation

Depuis un certain temps déjà, le COGESAF explore l'idée d'introduire sur son territoire des structures de gestion locale pouvant répondre à des problématiques difficilement gérables par l'OBV en raison de la grandeur du territoire à couvrir, du manque de ressources humaines et financières, ainsi que de la difficulté d'établir un dialogue efficace à l'échelle locale. Dès la mise sur pied de l'organisme, les gestionnaires ont cherché des applications locales dans leur démarche, procédant notamment à une analyse du bassin versant et à des consultations publiques par secteurs (Communication personnelle Martel, 2007). À l'automne 2006, le comité tenait une soirée d'information sur les cyanobactéries, visant notamment à informer la population du bassin versant sur la problématique issue de la contamination de l'eau du territoire par ces bactéries et à faire connaître la stratégie du COGESAF face à la situation (COGESAF, 2006b). La stratégie élaborée par le comité comprenait alors la mise sur pied de « comités régionaux concertation cyanobactéries » ou CRCC. Ces derniers comités étaient centrés sur les cours d'eau (lac ou rivière) identifiés comme problématiques pour les cyanobactéries par le Ministère de l'Environnement (alors au nombre de 16), adoptant une approche de gestion locale par bassin versant des cours d'eau en question (Communication personnelle Martel, 2007). Le modèle des CRCC a ensuite évolué dans les mois suivants, laissant la place à une structure beaucoup plus encadrée à l'image des CLB. Ces dernières structures font actuellement toujours l'objet d'une réflexion quant aux caractéristiques les définissant. Une réflexion sur les rôles des comités et de l'OBV face à ceux-ci, un modèle au

niveau de la répartition des comités locaux sur le territoire et des modèles pour l'établissement du périmètre des comités pour un lac et une rivière sont présentés dans les prochaines sections.

4.2.1 Rôles des comités locaux et rôles de l'OBV par rapport aux comités locaux

Une partie importante de la réflexion du COGESAF sur les comités locaux s'est posée sur les rôles qui pourraient être attribués tant aux comités locaux qu'aux OBV face à ces derniers. Les rôles déterminés pour les comités locaux sont très rapprochés de ceux préalablement décrits pour les CLBVS dans ce document. En effet, alors que les rôles des CLBVS, centrés sur la concertation, se rapportaient à la planification d'actions sur le territoire, à la priorisation de ces actions sur la base des priorités fixées dans le PDE et à l'élaboration (par les maîtres d'ouvrage identifiés par le CLBVS) et au suivi des actions à effectuer approuvées par l'OBV, les rôles attribués aux comités locaux par le COGESAF sont les suivants :

- Prioriser les actions terrain à réaliser et procéder au suivi de leur mise en œuvre. Les actions concrètes doivent être réalisables en tenant compte des conditions socio-économiques.
- Réalisation d'actions en lien avec le *Plan directeur de l'eau* du COGESAF.
- Soumettre des projets d'actions au COGESAF en fonction des problèmes présents sur le territoire du bassin versant local.
- Accompagner le COGESAF pour la négociation et la signature de Contrats de bassin. (COGESAF, 2007a)

Le COGESAF identifie également les rôles se rapportant à l'OBV de manière similaire à ce qui est décrit dans ce document à travers la description des CLBVS :

- Créer les Comités locaux de bassin versant en déterminant leur structure et leur périmètre territorial.
- Conseiller et coordonner les comités locaux de bassin versant.
- S'assurer de la participation du Comité technique du COGESAF à la détermination des actions à réaliser.
- Caractériser et cartographier le territoire du bassin versant.
- Colliger les données de qualité de l'eau et les analyser.

- Réaliser le diagnostic du bassin versant.
- Proposer des projets d'actions concrètes aux instances politiques (municipales, régionales et provinciales) et dans le cadre des programmes de financement.
- Rechercher des partenaires pour la réalisation des actions terrain (Exemple : RAPPEL, Action Saint-François, CHARMES, OEDD et autres).
- Rechercher les partenaires financiers dans la réalisation des actions (Exemple : projet Méandres au Centre-du-Québec). (COGESAF, 2007a)

4.2.2 Répartition des comités locaux sur le territoire

Les enjeux de la répartition des comités locaux sur le territoire sont multiples : combien de comités veut-on établir ? Quelle taille viser pour ces comités ? Doit-on inclure la totalité du territoire ? Le COGESAF est encore en réflexion par rapport à ces questions. Cependant, le comité a produit un modèle probable du type de répartition qui pourrait se retrouver sur le territoire. La carte en question se retrouve en figure 4.2. Dans ce modèle, le COGESAF opte pour une couverture complète du territoire par les comités locaux. La taille de ceux-ci, 25 au total, s'avère plutôt variable, le plus petit (bassin versant du lac Tomcod) ayant une superficie de l'ordre de quelques dizaines de km² et le plus gros d'un peu plus de 1200 km² (1222 km² pour le bassin versant du lac Saint-François) (Communication personnelle Martel, 2007).

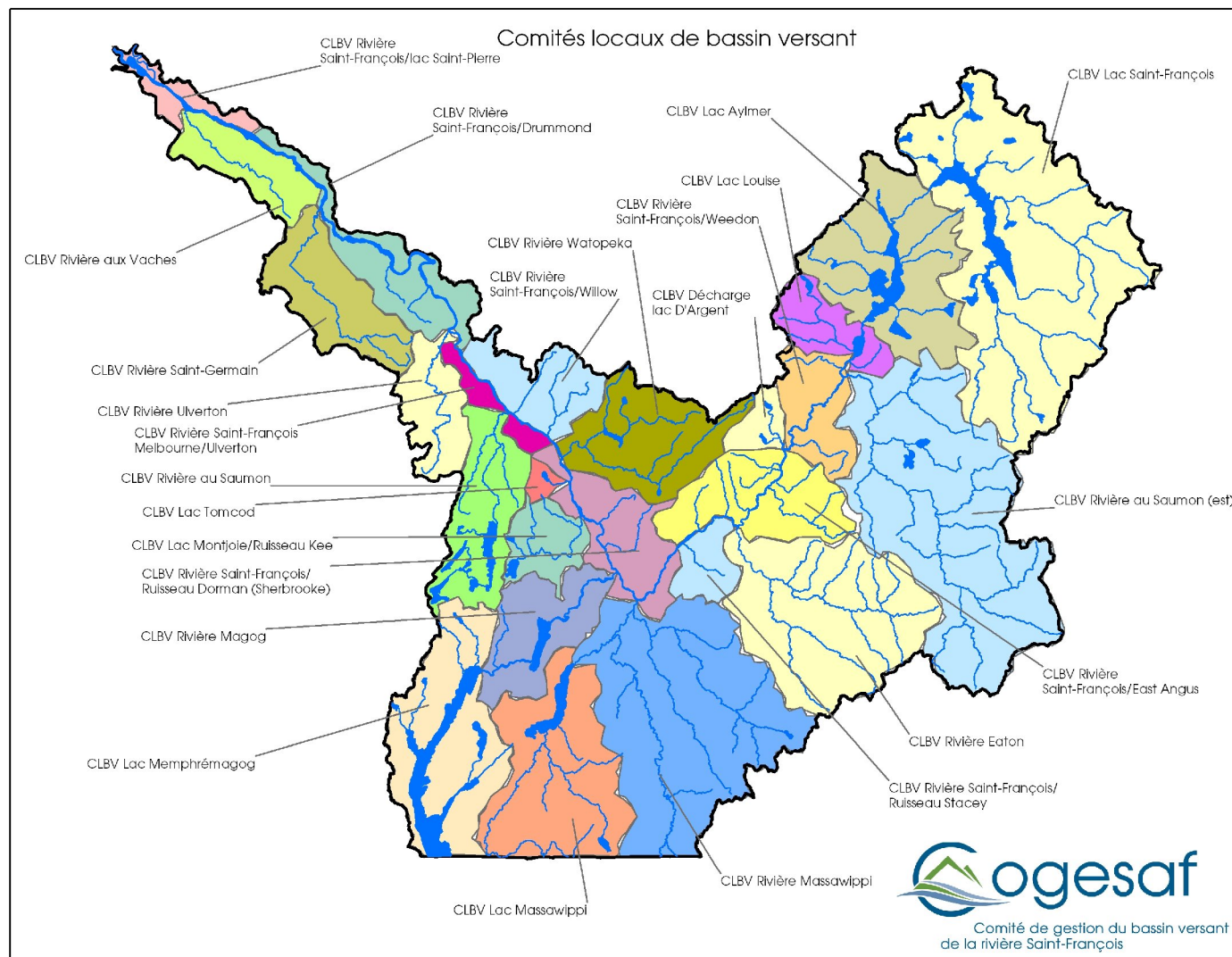


Figure 4.2 Carte représentant un exemple de la répartition des comités locaux présents sur le territoire du COGESAF Source : Frizzle (2007a)

4.2.3 Établissement du périmètre des bassins versants

La façon de définir le périmètre d'action d'un comité local est un enjeu important qui amène une influence notoire sur l'efficacité du comité en question à réaliser pleinement ses mandats. Cependant, l'établissement du périmètre est souvent loin d'être évident. Il est important que celui-ci puisse intégrer tous les acteurs importants agissant sur le cours d'eau visé, tout en ne dénaturant pas les limites du bassin versant naturel et en permettant aux acteurs choisis de centrer leurs actions sur la problématique qui les touche le plus. Cette dernière caractéristique est particulièrement importante, puisque, pour garder l'intérêt des acteurs à rejoindre, il convient que ces derniers aient un sentiment d'appartenance particulier face au territoire sur lequel ils doivent agir. En établissant un périmètre couvrant les deux rives d'un cours important par exemple, il devient difficile pour un acteur ayant des activités sur une rive uniquement de s'intéresser aux actions à mettre sur pied sur l'autre rive. D'ailleurs, cet exemple particulier a apparemment été retenu par le COGESAF dans quelques cas du modèle de la répartition des territoires couverts par les comités locaux puisque la rivière Saint-François sert à quelques reprises de frontière entre des bassins versants différents.

L'établissement du périmètre d'un bassin versant pour un rivière et pour un lac étant singulièrement différent, il convient ici de jeter un regard sur deux exemples de territoires de bassin versant présentement regardés par le COGESAF traitant chacun d'une de ces situations. L'exemple du bassin versant délimité pour le lac Saint-François sera tout d'abord observé, suivi par l'exemple du bassin versant délimité pour la rivière Magog.

4.2.3.1 Exemple du lac Saint-François

Le périmètre actuellement délimité pour le bassin versant du lac Saint-François (toujours à l'état d'investigation par le COGESAF) est présenté sous forme cartographique en figure 4.3. Le périmètre de base utilisé pour la réalisation de cette carte est celui déterminé pour le bassin versant naturel du lac Saint-François par le Centre d'expertise hydrique du Québec (CEHQ). Le territoire couvert par le bassin versant a une superficie de 1222 km² et contient 3 MRC et 15 municipalités. 24 lacs (en excluant le lac Saint-François) et 12 rivières peuvent être identifiés. La liste des différents acteurs présents sur le territoire est à l'annexe 2.

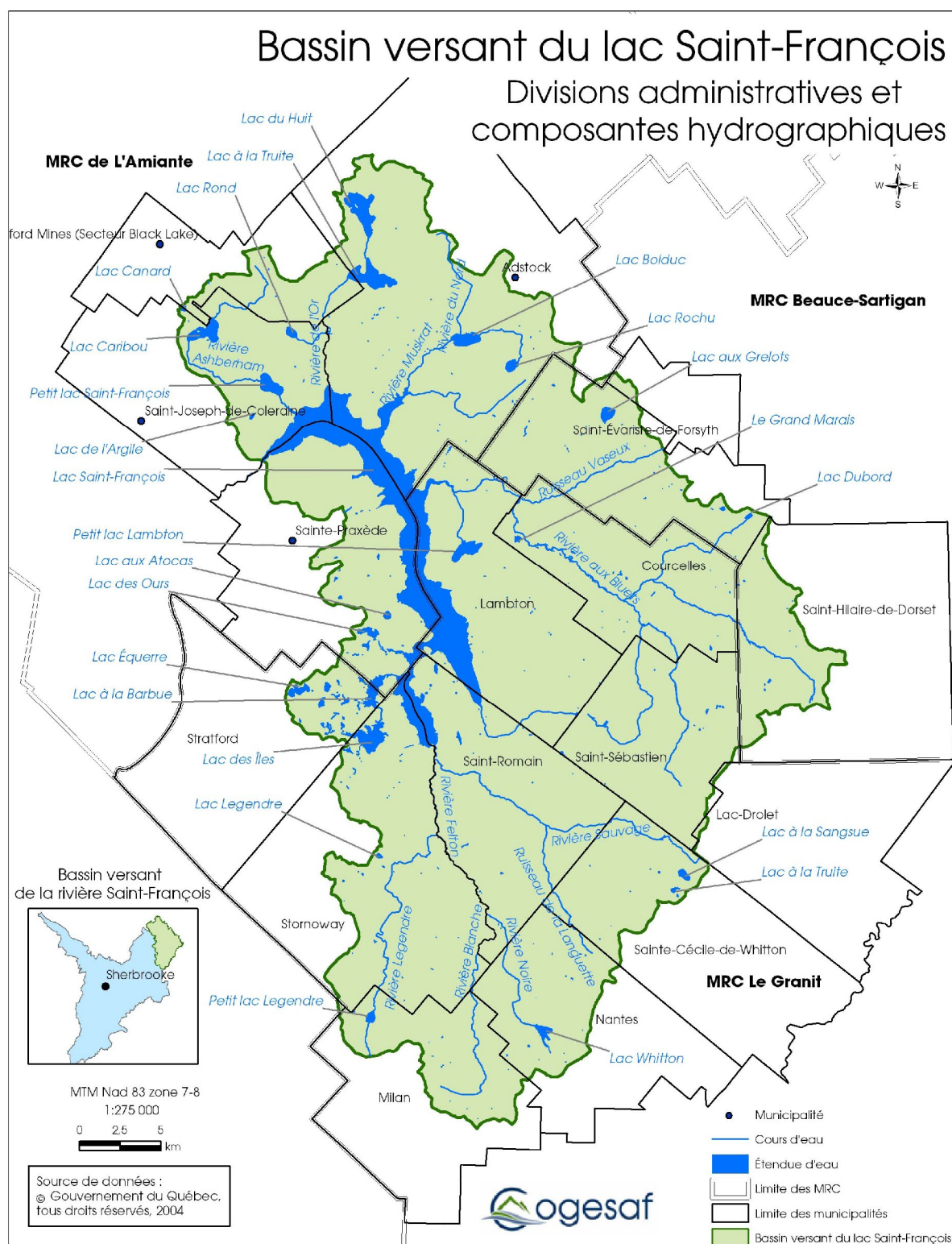


Figure 4.3 Carte représentant un exemple de définition du périmètre des comités locaux pour le bassin versant d'un lac présent sur le territoire du COGESAF (Grand Lac Saint-François) Source : Frizzle (2007b)

4.2.3.2 Exemple de la rivière Magog

Au niveau du bassin versant de la rivière Magog, le COGESAF a également utilisé les délimitations provenant des cartes du CEHQ pour baser l'établissement du périmètre (voir figure 4.4 pour la carte). Le territoire couvert comprend 2 MRC et 6 municipalités. La superficie et le nombre de cours d'eau sont beaucoup moins élevés que dans le cas du lac Saint-François.

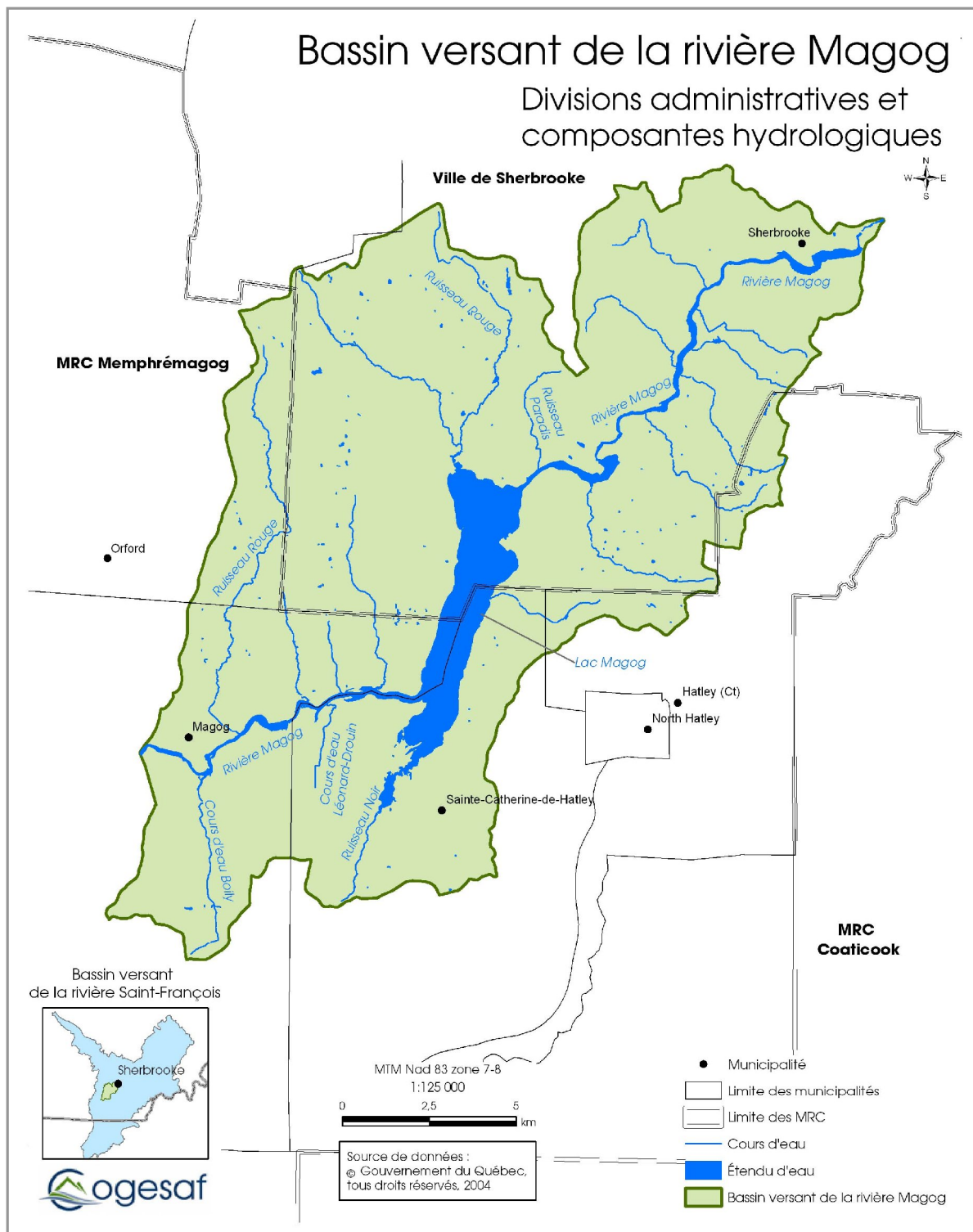


Figure 4.4 Carte représentant un exemple de définition du périmètre des comités locaux pour le bassin versant d'une rivière présente sur le territoire du COGESAF (Rivière Magog) Source : Frizzle (2007c)

4.3 Gestion des bassins versants délimités par le COGESAF : les possibilités offertes par les CLB

Les efforts déployés par le COGESAF au niveau de la mise sur pied d'une vision de gestion locale sur leur territoire tendent tous vers l'utilisation d'une structure de gestion à l'image des CLB décrits dans ce document. En effet, les rôles attribués aux comités locaux dans les deux cas sont concordants : concertation pour planification, réalisation et suivi d'actions conséquentes avec le PDE. De plus, les modèles de répartition de comités locaux et d'établissement de périmètres pour des bassins versants de lacs et rivières présentés répondent pratiquement en tout point aux caractéristiques des CLB élaborées plus tôt : couverture complète du territoire par les comités, superficie de l'ordre de 200 à 2000 km² et nombre de comités de l'ordre de 10 à 25. La place est donc totalement laissée pour les autres caractéristiques des CLB quant à leur mise en œuvre et leur suivi. Le COGESAF ayant pris les rênes pour la mise en place des structures locales, il est capital que les actions subséquentes continuent à être sous la supervision directe de l'OBV : approche des acteurs importants du territoire et formation comme tel des comités, établissement des mandats de chaque CLB, recherche de financement (avec support du gouvernement), suivi des actions en collaboration avec le CLB et présence lors des réunions (l'OBV siège sur le comité). En mettant de l'avant le modèle des CLB mis de l'avant dans ce document, le COGESAF s'assure de poser les bases pour une structure solide pouvant intervenir efficacement sur le territoire en rejoignant tous les acteurs locaux importants. Ainsi, une fois le PDE complété et accepté, le COGESAF pourra assurer un rôle de chef de file pour l'application des actions planifiées dans le document de gestion.

CONCLUSION

Le présent document a pu accomplir le principal objectif fixé, soit de définir avec justesse le concept de comité local de bassin versant (CLBV). Cet objectif principal a pu être accompli à l'aide des différents sujets traités dans les chapitres et sections du texte.

Tout d'abord, la mise en contexte sur l'arrivée des organismes de bassins versants (OBV) au Québec, les rôles et mandats de ces organismes ainsi que leur avancement face à leurs mandats et les difficultés présentement vécues ont pu clarifier l'état de la situation présente en gestion de l'eau au Québec. Cet état de faits a pu notamment mettre en évidence les lacunes présentes au niveau de la gestion locale pour les grands bassins versants prioritaires en plus de démontrer les problèmes inhérents à la grande variabilité présente entre les 33 bassins versants utilisés présentement comme unités de base en gestion de l'eau dans la province.

Le deuxième chapitre du texte a su mettre en évidence les problématiques menant à la nécessité de l'introduction d'une nouvelle structure de gestion locale sur le territoire. En effet, la possibilité présentement sous investigation par le Ministère de l'Environnement de procéder à une nouvelle division des territoires de bassins versants principaux pourrait amener des enjeux importants. Cette division permettrait une couverture beaucoup plus complète (voire peut-être totale) du territoire de la province et amènerait également une diminution importante au niveau de l'inégalité des superficies couvertes en créant des bassins versants ayant une étendue similaire et en éliminant la présence des bassins versants de petite superficie (moins de 1000 km²). La disparition de ces petits bassins versants au profit de bassins beaucoup plus étendus est un des facteurs prédominant en ce qui a trait à la nécessité de l'introduction d'une structure de gestion locale, présentée dans le texte sous le nom de comité local de bassin versant (CLBV).

Le troisième chapitre, le cœur du texte, a introduit deux modèles de gestion locale de l'eau, avant de se baser sur ceux-ci pour définir les CLBV de manière extensive. Ainsi, le modèle de gestion de l'eau de la France, en particulier les commissions locales de l'eau (CLE) et les comités de rivière, et celui mis de l'avant par le Conseil de gestion du bassin versant de la rivière Yamaska (COGEBY), en particulier les comités de sous-bassin versant et les comités de projets, ont pu servir de moteur pour la définition des CLBV. Différents thèmes ont pu être utilisés dans chacun des cas afin de pouvoir comparer les différents modèles : la relation avec

la structure de gestion de bassin versant (comité de bassin ou OBV), le rôle et mandat principal du comité, la superficie du territoire couvert, le périmètre d'action, l'outil de planification principal, la maîtrise d'ouvrage, le lien avec les organismes locaux déjà établis, le type de représentativité au sein du comité et le mode de financement visé. Ces mêmes thèmes ont pu servir de guides pour la définition des CLB. Cette dernière définition emprunte notamment du système français le niveau de supervision plus descendant des structures de gestion, alors qu'on peut aussi y retrouver l'approche simplifiée mise de l'avant par le COGEBY au niveau du type de représentativité et du nombre de structures.

Le quatrième et dernier chapitre du texte a finalement pu démontrer la possibilité de mettre le concept des CLB en application. En effet, le cas du Comité de gestion du bassin versant de la rivière Saint-François (COGESAF) a été investigué. Après avoir observé le territoire couvert par cet OBV et l'état d'avancement face à ses mandats, les démarches du COGESAF en lien avec l'introduction de comités locaux sur son territoire ont pu être mises à jour. L'analyse de ces démarches et réflexions ainsi que des modèles de répartition des comités sur le territoire et d'établissement de périmètres pour un bassin versant d'un lac et d'une rivière ont pu permettre de tirer la conclusion que le modèle des CLB présenté dans le texte pourrait très bien être appliqué dans cette situation. En effet, les démarches entreprises cadrent jusqu'à maintenant entièrement avec le modèle ici mis de l'avant. Cependant, il apparaît primordial que l'OBV continue à exercer son rôle de coordonnateur pour la mise sur pied des comités et que l'organisme établisse un plan de travail détaillé pour les actions à venir afin de profiter des avantages amenés par les CLB et ainsi devenir un chef de file au Québec dans l'adoption de ce nouveau mode de gestion.

En définitive, il convient de rappeler que le succès de la structure de gestion ici mise de l'avant nécessite impérativement la participation financière active du gouvernement du Québec dans le dossier de la gestion de l'eau. Alors que les problèmes fusent présentement en grande partie à cause du manque de financement des OBV, les seules alternatives laissées à ces organismes pour assurer une présence locale sur leur territoire mettent en péril la santé et la pertinence du système de gestion intégrée de l'eau par bassin versant introduit dans la *Politique nationale de l'eau* en 2002. Un investissement significatif et récurrent au niveau des OBV, ainsi que la mise sur pied effective d'un système de perception de redevances de l'eau réinvestissant l'argent généré dans ce même domaine sont donc fortement à souhaiter dans un

avenir rapproché pour assurer la vitalité d'une démarche à laquelle de nombreux acteurs continuent à croire et à s'y donner corps et âme.

RÉFÉRENCES

- ACADÉMIE DE L'EAU. (2004). Étude comparative de la gestion par bassin. France, 135 pages. www.academie-eau.org
- AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE (2006a). Les acteurs de l'eau – Acteurs responsables de la planification. Site internet consulté le 7 mars 2007. <http://www.eau-adour-garonne.fr/page.asp?page=1241>
- AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE (2006b). Le Comité de bassin. Site internet consulté le 7 mars 2007. <http://www.eau-adour-garonne.fr/page.asp?page=1048>
- AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE (2007). Les agences de l'eau. Site internet consulté le 7 mars 2007. <http://www.eau-adour-garonne.fr/page.asp?page=1140>
- AUGER, P. et J. Baudrand (2004). Gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec : cadre de référence pour les organismes de bassins versants prioritaires, Québec, ministère de l'Environnement, Direction des politiques de l'eau, Envirodoq no ENV/2004/0009, [En ligne]. <http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/cadre-reference-giebv.pdf> (1er février 2007).
- BRUN, Alexandre et Frédéric Lasserre (2005). Politiques de l'eau en France et au Québec : le recours à la gouvernance locale a-t-il un sens ? Document issu du 41^{ème} Colloque de l'Association de Science Régionale De Langue Française – Villes et territoires face aux défis de la mondialisation tenu à Dijon les 5, 6 et 7 septembre 2005. 16 pages.
- CENTRE D'EXPERTISE HYDRIQUE DU QUÉBEC (CEHQ) (2003). Les régions hydrographiques. Site internet consulté le 15 février 2007. <http://www.cehq.gouv.qc.ca/zones-inond/cartographie/default.asp>
- CENTRE NATIONAL DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES (CNRS) (2002). La politique de l'eau en France. Chapitre sur la France, rubrique « Découvrir » du dossier « Eau douce » présenté sur le site internet. Site internet consulté le 1^{er} mars 2007. <http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/doseau/decouv/france/menuFrance.html>
- COMITÉ DE GESTION DU BASSIN DE LA RIVIÈRE SAINT-FRANÇOIS (COGESAF) (2006a). Analyse du bassin versant de la rivière Saint-François. 255 p.
- COMITÉ DE GESTION DU BASSIN DE LA RIVIÈRE SAINT-FRANÇOIS (COGESAF) (2006b). Communiqués – 25 octobre 2006 – Soirée d'information sur les cyanobactéries. Site internet consulté le 5 avril 2007. <http://www.cogesaf.qc.ca/index.html>

COMITÉ DE GESTION DU BASSIN DE LA RIVIÈRE SAINT-FRANÇOIS (COGESAF) (2007a). Mise en place d'un Comité local de bassin versant (CLBV). 3 pages.

COMITÉ DE GESTION DU BASSIN DE LA RIVIÈRE SAINT-FRANÇOIS (COGESAF) (2007b). Liste des acteurs présents sur le bassin versant du lac Saint-François. 2 pages.

CONSEIL DE GESTION DU BASSIN DE LA RIVIÈRE YAMASKA (COGEBY) (2006a). Qu'est-ce que le COGEBY - Historique. Site internet consulté le 16 mars 2007.
<http://www.cogeby.qc.ca/historique.htm>

CONSEIL DE GESTION DU BASSIN DE LA RIVIÈRE YAMASKA (COGEBY) (2006b). Le bassin versant – Description du bassin versant de la Yamaska. Site internet consulté le 16 mars 2007.
<http://www.cogeby.qc.ca/bassin.htm>

DIRECTION DE L'EAU – MISSION SIEAU (2004). VIIIèmes Programmes des Agences de l'Eau VIIIèmes Programmes des Agences de l'Eau (2003 - 2006) (2003 - 2006) - Dotations de programme initiales au 31/12/2002 - Dotations de programme révisées à mi-parcours au 31/12/2004. Site internet du Ministère de l'écologie et du développement durable de France consulté le 1^{er} mars 2007.
<http://www.environnement.gouv.fr/IMG/pdf/8emeProg2.pdf>

FRIZZLE, Catherine (2007a). Carte des comités locaux de bassin versant pour le COGESAF.

FRIZZLE, Catherine (2007b). Carte du bassin versant du lac Saint-François – Divisions administratives et composantes hydrographiques.

FRIZZLE, Catherine (2007c). Carte du bassin versant de la rivière Magog – Divisions administratives et composantes hydrographiques.

GANGBAZO, Georges. (2004). Gestion intégrée de l'eau par bassin versant : concept et application, ministère de l'Environnement du Québec, Direction des politiques sur l'eau, Envirodoq no ENV/2004/0062, [En ligne].
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/concepts.pdf> (1^{er} février 2007)

GANGBAZO, Georges. (2006). La gestion intégrée de l'eau par bassin versant : une voie d'expression du développement durable, Québec, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Direction des politiques de l'eau, ISBN-13 : 978-2-550-47972-7, ISBN-10 : 2-550-47972-6, 9 pages.

GENTES, Philippe (2006). Mise en œuvre de la politique de l'eau – Bilan annuel 2004-2005, Ministère du Développement Durable, Environnement et Parcs (MDDEP). Site internet consulté le 26 février 2006.
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/politique/bilan/Bilan2004-2005.pdf>

- GRAVEL, Benoît. (2003). Sous-bassins principaux selon le MENV. Carte incluse dans le document *Guide de démarrage de comités de sous-bassin versant*.
- GRAVEL, Benoît. (2004). Le Bassin versant de la rivière Yamaska. Carte présente sur le site internet du COGEBY, consulté le 16 mars 2007.
<http://www.cogebby.qc.ca/img/Le%20bv%20Yamaska.gif>
- GRAVEL, B., Ruel, M., Bilodeau, D. et Gariépy. S. (2004). Guide de démarrage de comités de sous-bassin versant. COGEBY, Saint-Hyacinthe, 101 p.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (ISQ) (2007). Évolution et distribution de la population par région administrative, superficie et densité, Québec, 1971-2006. Site internet consulté le 1^{er} mars 2007.
http://www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/demographie/dons_regnl/regional/203.htm
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE) (2007). Bilan démographique 2006 : un excédent naturel record, Insee Première n°1118 - janvier 2007 Lucile Richet-Mastain, division Enquêtes et études démographiques, Insee. Site internet consulté le 1^{er} mars 2007.
<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1118/ip1118.html>
- LA DOCUMENTATION FRANÇAISE (2004a). La politique de l'eau (1964-2004) - Chronologie. Dossiers Politiques publiques. Site internet consulté le 16 mars 2007.
<http://www.vie-publique.fr/politiques-publiques/politique-eau/chronologie/>
- LA DOCUMENTATION FRANÇAISE (2004b). La mission interministérielle de l'eau. Dossiers Politiques publiques - La politique de l'eau - Les acteurs - La mission interministérielle de l'eau. Site internet consulté le 6 mars 2007.
<http://www.vie-publique.fr/documents-vp/mie.shtml>
- LECLERC, Marie-Claude (2006). La gestion intégrée de l'eau et du territoire par la gouvernance participative, Les défis de la gestion sociale de l'eau. II^{ème} Séminaire international de la gestion sociale de l'eau, 22 novembre 2006.
- LUYET, V., A.N. Rousseau, R. Schlaepfer, J.-P. Villeneuve. 2005. Gouvernance participative dans la gestion intégrée de l'eau par bassin versant au Québec : État des lieux et réflexions. Vecteur Environnement Novembre 2005: 36-49.
- MARTEL, Stéphanie (2007). Communication personnelle. Mme Martel est directrice du COGESAF.
- MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA FRANCE (MEDD) (2003). La directive cadre européenne sur l'eau – Une nouvelle ambition pour la politique de l'eau. Document pdf disponible sur le site internet consulté le 2 mars 2007. <http://publications.ecologie.gouv.fr/spip.php?article83>

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA FRANCE (MEDD) (2004). Le prix de l'eau. Site internet consulté le 6 mars 2007.
http://www.ecologie.gouv.fr/article.php3?id_article=106

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA FRANCE (MEDD) (2005). Planification : Le contrat de rivière. Site internet consulté le 22 mars 2007.
<http://www.ecologie.gouv.fr/Planification-le-contrat-de.html>

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA FRANCE (MEDD) (2007a). La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques. Site internet consulté le 2 mars 2007.
http://www.ecologie.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=1072

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA FRANCE (MEDD) (2007b). Eau et milieux aquatiques – Organisation générale. Site internet consulté le 6 mars 2007.
http://www.ecologie.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=1071

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA FRANCE (MEDD) (2007c). Principes de la politique de l'eau en France. Site internet consulté le 6 mars 2007.
<http://www.ecologie.gouv.fr/Principes-de-la-politique-de-l-eau.html>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (MENV) (2001). Le bassin de la rivière Boyer. Site internet consulté le 6 mars 2007.
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/bassins/boyer/index.htm#localisation>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (MENV) (2002a). Politique nationale de l'eau, Québec, Envirodoq no ENV/2002/0310, [En ligne].
<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/politique/politique-integral.pdf> (1er février 2007).

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (MENV) (2002b). Rivière (bassins versants) – Liste des bassins versants. Site internet consulté le 15 février 2007.
<https://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/bassins/index.htm>

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (MENV) (2004). Carte des bassins versants prioritaires. Site internet consulté le 15 février 2007.
<https://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/bassinversant/bassins/carte.htm>

OFFICE INTERNATIONALE DE L'EAU (OIEAU) (2000). L'organisation française de l'eau - La gestion de l'eau en France. Site internet consulté le 6 mars 2007.
http://www.oieau.fr/gest_eau/france/index.htm

- PARTENARIAT MONDIAL POUR L'EAU – COMITÉ TECHNIQUE CONSULTATIF (TAC). (2000). La gestion intégrée des ressources en eau. Document technique no 4, ISSN: 1403-5324, ISBN: 91-631-0289-7, 76 pages. [En ligne]. <http://www.gwpforum.org/gwp/library/TAC4fr.pdf> (1^{er} février 2007).
- RAÎCHE, Jean-Paul et M. Leclerc (2006). La gestion intégrée de l'eau et du territoire par la gouvernance participative, Les obstacles et les conditions gagnantes. ACFAS, 18 mai 2006.
- RAÎCHE, Jean-Paul (2007). Gestion intégrée de l'eau par bassin versant : de la cohérence nécessaire pour son développement au Québec et pour son financement approprié. Concert'Eau, février 2007, volume 3, numéro 1, pages 2 à 8.
- RAÎCHE, Jean-Paul (2007). Communication personnelle. M. Raîche est le 1^{er} vice-président du ROBVQ et le président du COGESAF.
- ROBVQ (2007). Questionnaire des membres du ROBVQ – Mars 2007. Document Excel fourni en mars 2007 par Mme Marie-Claude Leclerc, directrice générale du ROBVQ.
- ROBVQ (2005). Information tirée du site internet. Consulté le 8 février 2007. <http://www.robvq.qc.ca/bassin.php>
- ROBVQ (2004). Guide pour la mise en place d'un organisme de bassin au Québec – 2^e édition. Document pdf disponible sur le site internet du ROBVQ. Consulté le 8 février 2007. http://www.robvq.qc.ca/documents/mise_en_place_OBV-2e_edition-vf.sanscarte.pdf
- RUEL, Martine (2007). Communication personnelle. Mme Ruelle est directrice du COGEBY.
- SITE DES AGENCES DE L'EAU (2007). L'eau en France – La loi et l'eau. Site consulté le 1^{er} mars 2007 <http://www.lesagencesdeleau.fr/francais/eau/loi.php?lien=37>
- SYSTÈME GÉOMATIQUE DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU (SGGE) (2006a). Statistiques sur les bassins prioritaires. Document Excel fourni en janvier 2007 par M. Jean-Paul Raîche, 1^{er} vice président ROBVQ.
- SYSTÈME GÉOMATIQUE DE LA GOUVERNANCE DE L'EAU (SGGE) (2006b). Superficie des bassins versants dans le cadre d'une nouvelle division possible des périmètres des bassins versants. Document Excel fourni en mars 2007 par M. Jean-Paul Raîche, 1^{er} vice président ROBVQ.
- VALIRON, F. (1990). La politique de l'eau en France de 1945 à nos jours. Paris, Presses des. Ponts et Chaussées, 147 pages.

ANNEXE 1
MRC (2001) comprises en totalité ou en partie dans un bassin versant prioritaire
(SSGE, 2006a)

Nom_bassin	Nom_mrc	Nu_mrc	Population	sup_km²	% du bassin
A Mars	Charlevoix	16	0	289,7	41,6
	Le Fjord-du-Saguenay	94	5087	406,6	58,4
			5087	696,3	100
Aux Anglais	Manicouagan	96	5214	437,7	100,0
			5214	437,7	100
Baie Missisquoi	Brome-Missisquoi	46	17460	859,4	65,82
	Le Haut-Richelieu	56	2215	78,0	5,97
	<i>Le Val-Saint-François</i>	<i>42</i>	<i>40</i>	<i>4,6</i>	<i>0,35</i>
	Memphrémagog	45	3524	363,7	27,86
			23239	1305,6	100
Batiscan	Francheville	37	3492	259,8	5,5
	La Jacques-Cartier	22	0	828,6	17,6
	<i>Le Centre-de-la-Mauricie</i>	<i>36</i>	<i>1027</i>	<i>15,8</i>	<i>0,3</i>
	Le Haut-Saint-Maurice	90	173	1178,3	25,1
	Mékinac	35	10930	968,5	20,6
	Portneuf	34	978	1432,7	30,5
			16600	4698,6	100
Bayonne	D'Autray	52	6286	237,8	64,3
	<i>Joliette</i>	<i>61</i>	<i>694</i>	<i>11,2</i>	<i>3,0</i>
	Matawinie	62	6094	121,0	32,7
			13074	370,0	100
Bécancour	Arthabaska	39	4385	277,3	10,8
	<i>Bécancour</i>	<i>38</i>	<i>2103</i>	<i>103,6</i>	<i>4,0</i>
	L'Amiante	31	29990	948,1	36,9
	L'Érable	32	20014	950,6	37,0
	<i>Lotbinière</i>	<i>33</i>	<i>397</i>	<i>55,5</i>	<i>2,2</i>
	Nicolet-Yamaska	50	3763	232,6	9,1
			60652	2567,7	100
Bonaventure	Bonaventure	5	3164	1741,0	72,1
	<i>La Côte-de-Gaspé</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>54,4</i>	<i>2,3</i>
	La Haute-Gaspésie	4	24	426,3	17,6
	Le Rocher-Percé	2	0	193,8	8,0
			3188	2415,4	100
Bourlamaque	Vallée-de-l'Or	89	5435	684,8	100,0
			5435	684,8	100
Boyer	Bellechasse	19	4919	180,7	82,4
	Desjardins	24	1264	38,6	17,6
			6183	219,4	100
Châteauguay	Beauharnois-Salaberry	70	9465	194,5	13,43
	Le Haut-Saint-Laurent	69	18020	898,4	62,03
	Les Jardins-de-Napierville	68	8027	266,1	18,38
	Roussillon	67	36438	89,3	6,17
			71950	1448,4	100
Chaudière	Beauce-Sartigan	29	48179	1854,0	27,0
	La Nouvelle-Beauce	26	20573	498,8	7,3
	<i>L'Amiante</i>	<i>31</i>	<i>5645</i>	<i>302,5</i>	<i>4,4</i>
	Le Granit	30	14730	1623,9	23,7
	<i>Les Chutes-de-la-Chaudière</i>	<i>25</i>	<i>46964</i>	<i>250,1</i>	<i>3,6</i>
	Les Etchemins	28	10966	1029,0	15,0

	Lotbinière	33	8354	515,0	7,5
	<i>Montmagny</i>	<i>18</i>	<i>59</i>	<i>9,4</i>	<i>0,1</i>
	Robert-Cliche	27	18498	779,0	11,4
			173968	6861,5	100
Des Escoumins	La Haute-Côte-Nord	95	645	688,5	87,2
	Le Fjord-du-Saguenay	94	0	100,8	12,8
			645	789,3	100
Du Lièvre	Antoine-Labelle	79	21615	7451,4	80,9
	<i>Communauté urbaine de l'Outaouais</i>	<i>81</i>	<i>10054</i>	<i>26,8</i>	<i>0,3</i>
	<i>La Vallée-de-la-Gatineau</i>	<i>83</i>	<i>461</i>	<i>164,5</i>	<i>1,8</i>
	<i>Le Haut-Saint-Maurice</i>	<i>90</i>	<i>0</i>	<i>9,5</i>	<i>0,1</i>
	<i>Les Collines-de-l'Outaouais</i>	<i>82</i>	<i>5380</i>	<i>368,1</i>	<i>4,0</i>
	Matawinie	62	0	577,0	6,3
	Papineau	80	1331	609,8	6,6
			38841	9207,0	100
Du Loup	<i>D'Autray</i>	<i>52</i>	<i>74</i>	<i>6,8</i>	<i>0,4</i>
	<i>Le Centre-de-la-Mauricie</i>	<i>36</i>	<i>876</i>	<i>55,9</i>	<i>3,5</i>
	Maskinongé	51	11853	1172,2	73,8
	Matawinie	62	89	353,9	22,3
			12892	1588,8	100
Du Moulin	Charlevoix	16	0	43,3	10,7
	Le Fjord-du-Saguenay	94	14017	360,4	89,3
			14017	403,7	100
Du Nord	Argenteuil	76	22405	642,3	30,3
	<i>Deux-Montagnes</i>	<i>72</i>	<i>278</i>	<i>7,4</i>	<i>0,3</i>
	La Rivière-du-Nord	75	75085	240,7	11,4
	Les Laurentides	78	18598	496,9	23,5
	Les Pays-d'en-Haut	77	30232	565,1	26,7
	<i>Matawinie</i>	<i>62</i>	<i>104</i>	<i>11,2</i>	<i>0,5</i>
	Mirabel	74	8603	154,7	7,3
			155305	2118,2	
Etchemin	Bellechasse	19	11792	626,5	42,87
	Desjardins	24	5670	89,8	6,14
	La Nouvelle-Beauce	26	5297	294,1	20,13
	Les Chutes-de-la-Chaudière	25	18177	96,0	6,57
	Les Etchemins	28	4257	304,8	20,86
	<i>Robert-Cliche</i>	<i>27</i>	<i>575</i>	<i>50,1</i>	<i>3,43</i>
			45768	1461,2	100
Fouquette	Kamouraska	14	887	67,8	100,0
			887	67,8	100
Gatineau	Antoine-Labelle	79	5429	5284,9	22,5
	<i>Communauté urbaine de l'Outaouais</i>	<i>81</i>	<i>51083</i>	<i>49,6</i>	<i>0,2</i>
	La Vallée-de-la-Gatineau	83	20834	11918,0	50,8
	Le Haut-Saint-Maurice	90	430	2829,5	12,1
	<i>Les Collines-de-l'Outaouais</i>	<i>82</i>	<i>17500</i>	<i>877,1</i>	<i>3,7</i>
	<i>Matawinie</i>	<i>62</i>	<i>0</i>	<i>99,4</i>	<i>0,4</i>
	Pontiac	84	955	1384,3	5,9
	<i>Vallée-de-l'Or</i>	<i>89</i>	<i>135</i>	<i>1017,7</i>	<i>4,3</i>
			96366	23460,4	300
Jacques Cartier	<i>Charlevoix</i>	<i>16</i>	<i>0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,02</i>
	<i>Communauté urbaine de Québec</i>	<i>23</i>	<i>7582</i>	<i>29,4</i>	<i>1,20</i>
	La Côte-de-Beaupré	21	206	1399,7	56,92

	La Jacques-Cartier	22	12396	857,6	34,88
	Portneuf	34	11396	171,8	6,99
			31580	2458,9	100
Kamouraska	Kamouraska	14	5326	299,0	100,0
			5326	287,2	100
L'Assomption	<i>D'Autray</i>	<i>52</i>	<i>2345</i>	<i>37,8</i>	<i>0,9</i>
	Joliette	61	44351	302,4	6,9
	<i>La Rivière-du-Nord</i>	<i>75</i>	<i>15842</i>	<i>207,4</i>	<i>4,7</i>
	<i>L'Assomption</i>	<i>60</i>	<i>61095</i>	<i>193,4</i>	<i>4,4</i>
	<i>Les Laurentides</i>	<i>78</i>	<i>405</i>	<i>60,5</i>	<i>1,4</i>
	<i>Les Moulins</i>	<i>64</i>	<i>2221</i>	<i>5,4</i>	<i>0,1</i>
	<i>Les Pays-d'en-Haut</i>	<i>77</i>	<i>892</i>	<i>23,5</i>	<i>0,5</i>
	Matawinie	62	31626	2836,5	64,9
	<i>Mirabel</i>	<i>74</i>	<i>19</i>	<i>0,3</i>	<i>0,01</i>
	Montcalm	63	39104	695,0	15,9
	<i>Thérèse-De Blainville</i>	<i>73</i>	<i>737</i>	<i>5,2</i>	<i>0,1</i>
			198637	4367,3	100
Maskinongé	D'Autray	52	6413	295,0	27,7
	Maskinongé	51	3387	165,2	15,5
	Matawinie	62	2123	603,1	56,7
			11923	1063,2	100
Matapédia	Avignon	6	1057	566,9	14,8
	La Matapédia	7	17632	3193,3	83,3
	<i>La Mitis</i>	<i>9</i>	<i>3</i>	<i>24,7</i>	<i>0,6</i>
	<i>Matane</i>	<i>8</i>	<i>101</i>	<i>49,0</i>	<i>1,3</i>
			18793	3834,0	100
Montmorency	<i>Charlevoix</i>	<i>16</i>	<i>0</i>	<i>2,2</i>	<i>0,2</i>
	<i>Communauté urbaine de Québec</i>	<i>23</i>	<i>21569</i>	<i>20,9</i>	<i>1,8</i>
	La Côte-de-Beaupré	21	6819	966,6	84,8
	La Jacques-Cartier	22	4312	150,5	13,2
			32700	1140,3	100
Nicolet	Arthabaska	39	61112	1565,5	46,2
	Asbestos	40	14438	652,8	19,3
	Drummond	49	9250	468,3	13,8
	<i>L'Amiante</i>	<i>31</i>	<i>316</i>	<i>77,4</i>	<i>2,3</i>
	<i>Le Haut-Saint-François</i>	<i>41</i>	<i>292</i>	<i>38,7</i>	<i>1,1</i>
	<i>Le Val-Saint-François</i>	<i>42</i>	<i>554</i>	<i>44,4</i>	<i>1,3</i>
	<i>L'Érable</i>	<i>32</i>	<i>3026</i>	<i>136,9</i>	<i>4,0</i>
	Nicolet-Yamaska	50	8976	403,7	11,9
			97964	3387,8	100
Richelieu	<i>Champlain</i>	<i>58</i>	<i>82459</i>	<i>62,4</i>	<i>2,6</i>
	La Vallée-du-Richelieu	57	122812	614,9	25,2
	Lajemmerais	59	31857	144,6	5,9
	Le Bas-Richelieu	53	17269	129,7	5,3
	Le Haut-Richelieu	56	98572	775,0	31,8
	Les Jardins-de-Napierville	68	9439	368,1	15,1
	Les Maskoutains	54	4993	142,6	5,8
	<i>Roussillon</i>	<i>67</i>	<i>6227</i>	<i>15,2</i>	<i>0,6</i>
	Rouville	55	19335	188,0	7,7
			392963	2440,6	100
Rimouski	Les Basques	11	955	163,4	10,3
	Rimouski-Neigette	10	20727	1314,1	83,0

	Témiscouata	13	603	106,2	6,7
			22285	1583,7	100
Saint-Charles	Communauté urbaine de Québec	23	345580	307,9	56,3
	La Jacques-Cartier	22	6707	239,2	43,7
			352287	547,1	100
Saint-François	Acton	48	22	1,4	0,02
	<i>Arthabaska</i>	<i>39</i>	<i>94</i>	<i>49,4</i>	<i>0,6</i>
	<i>Asbestos</i>	<i>40</i>	<i>716</i>	<i>124,6</i>	<i>1,5</i>
	<i>Beauce-Sartigan</i>	<i>29</i>	<i>663</i>	<i>159,4</i>	<i>1,9</i>
	Coaticook	44	15508	1002,8	12,0
	Drummond	49	71411	741,8	8,8
	La Région-Sherbrookoise	43	143000	426,0	5,1
	L'Amiante	31	8567	575,3	6,9
	<i>Le Bas-Richelieu</i>	<i>53</i>	<i>2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>
	Le Granit	30	7194	1107,1	13,2
	Le Haut-Saint-François	41	22166	2238,0	26,7
	Le Val-Saint-François	42	22545	1025,1	12,2
	Memphrémagog	45	37714	861,3	10,3
	<i>Nicolet-Yamaska</i>	<i>50</i>	<i>2824</i>	<i>69,6</i>	<i>0,8</i>
			332426	8381,8	100
Saint-Maurice	<i>Antoine-Labelle</i>	<i>79</i>	<i>0</i>	<i>24,6</i>	<i>0,1</i>
	<i>Francheville</i>	<i>37</i>	<i>46835</i>	<i>101,5</i>	<i>0,2</i>
	<i>Jamésie</i>	<i>991</i>	<i>1</i>	<i>166,0</i>	<i>0,4</i>
	<i>La Jacques-Cartier</i>	<i>22</i>	<i>0</i>	<i>9,6</i>	<i>0,0</i>
	<i>Le Centre-de-la-Mauricie</i>	<i>36</i>	<i>59030</i>	<i>1077,2</i>	<i>2,5</i>
	Le Domaine-du-Roy	91	53	6042,1	14,1
	Le Haut-Saint-Maurice	90	15992	24150,2	56,2
	<i>Maskinongé</i>	<i>51</i>	<i>677</i>	<i>273,1</i>	<i>0,6</i>
	Matawinie	62	4794	5893,2	13,7
	Mékinac	35	1579	4508,5	10,5
	<i>Portneuf</i>	<i>34</i>	<i>6</i>	<i>144,0</i>	<i>0,3</i>
	<i>Vallée-de-l'Or</i>	<i>89</i>	<i>121</i>	<i>569,4</i>	<i>1,3</i>
			129088	42959,6	100
Sainte-Anne	Francheville	37	1731	137,8	5,1
	La Jacques-Cartier	22	2077	724,1	26,7
	<i>Mékinac</i>	<i>35</i>	<i>840</i>	<i>129,7</i>	<i>4,8</i>
	Portneuf	34	13259	1723,9	63,5
			17907	2715,4	100
Yamaska	Acton	48	15813	572,6	12,0
	Brome-Missisquoi	46	29932	692,2	14,5
	Drummond	49	7674	389,5	8,2
	La Haute-Yamaska	47	81534	752,1	15,8
	<i>La Vallée-du-Richelieu</i>	<i>57</i>	<i>155</i>	<i>5,5</i>	<i>0,1</i>
	Le Bas-Richelieu	53	24996	421,6	8,8
	<i>Le Haut-Richelieu</i>	<i>56</i>	<i>1667</i>	<i>78,8</i>	<i>1,7</i>
	Le Val-Saint-François	42	6022	298,1	6,3
	Les Maskoutains	54	74858	1167,9	24,5
	<i>Memphrémagog</i>	<i>45</i>	<i>1062</i>	<i>89,0</i>	<i>1,9</i>
	<i>Nicolet-Yamaska</i>	<i>50</i>	<i>64</i>	<i>2,0</i>	<i>0,04</i>
	Rouville	55	12077	297,0	6,2
			255854	4766,3	100

*n.b. les MRC en *italique* couvrent moins de 5% du territoire du bassin versant

ANNEXE 2
Liste des acteurs présents sur le territoire du bassin versant du lac Saint-François
(COGESAF, 2007b)

Élus :

MRC (toutes les MRC du territoire)

L'Amiante
Le Granit
Beauce-Sartigan

Municipalité (toutes les municipalités de territoire)

Adstock
Thetford Mines
Saint-Joseph-de-Coleraine
Saint-Évariste-de-Forsyth
Saint-Hilaire-de-Dorset
Courcelles
Lambton
Sainte-Praxède
Stratford
Saint-Romain
Saint-Sébastien
Stornoway
Nantes
Milan
Sainte-Cécile-de-Whitton

Usagers :

Agriculture (toutes les associations agricoles du territoire)

Fédération de l'UPA Lobitnière-Mégantic

- Syndicat de base Adstock

Fédération de l'UPA de Beauce

- Syndicat de base de Frontenac
- Syndicat de base de la Haute Beauce

Fédération de l'UPA de l'Etrie

- Syndicat de base de Weedon
- Syndicat de base Lac-Mégantic

Club agroenvironnemental de l'Etrie
Club conseil Agro-Champs

Forestier (toutes les associations forestières du territoire)

Syndicat des producteurs de bois de l'Etrie

- Secteur Wolfe (Aménagement forestier coopératif de Wolfe)
- Secteur Appalaches (Aménagement forestier et agricole des Appalaches)

Association des propriétaires de boisés de la Beauce

- Secteur 11
- Secteur 12

Syndicat des propriétaires forestiers de la région de Québec

- Mégantic – secteur 7
- Mégantic – secteur 8

Agence de mise en valeur des forêts privées de l'Etrie

Association forestière des Cantons-de-l'Est
Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de la Chaudière

Industriel

Autres (parc, golf, pisciculture...)

Pisciculture du Lac Saint-François inc.
Club de golf du Mont Adstock
Parc national de Frontenac

Communautaire :

Associations riveraines (toutes les associations riveraines du territoire)

Association des propriétaires du lac à la Truite
Comité des riverains chemin du Bocage T. Sud
Association des propriétaires riverains du lac Bolduc
Association pour la protection de l'environnement du lac Du Huit
Association des riverains du Petit lac Lambton
Association riveraine du lac Rond Peach
Association des riverains du lac Saint-François - membre associé
Association des riverains du Grand Lac St-François
Association des riverains du Grand Lac St-François (Chemin du Barrage)
Association du Petit lac Saint-François
Association du lac Rochu

Associations touristiques et récréotouristiques

Tourisme Chaudière-Appalaches
Tourisme Cantons-de-l'Est

Groupes environnementaux

Autres groupes communautaires : éducation, culture, plein air...

Paysmage

Note : pour consulter la version couleur de cet essai, veuillez communiquer avec l'auteur par voie de messagerie électronique à l'adresse michel.belanger00@gmail.com